N°337 du 29 juin 2015-Siège: 106 bis, Rue Ewo Ouenzé-Site:www.lepatriote-congobrazza.com:Tel. 06.664.18.19 / 05.578.72.05

LE PATRIOTE

Hebdomadaire d'informations, d'analyses et d'opinions

200 Frs

Méfiez-vous de l'homme nu qui vous propose sa chemise.

Infrastructures routières

LES TRAVAUX DU TRONÇON KINKALA-MINDOULI OFFICIELLEMENT LANCÉS

Après le démarrage des travaux d'aménagement et de bitumage du tronçon Kinkala-Mindouli, le Président de la République Denis Sassou N'Guesso a procédé le 26 juin 2015 à leur lancement officiel à Mindouli dans le département du Pool, avant de visiter le chantier d'une cimenterie en construction dans la même localité. Ce tronçon vient en continuité à celui de Nganga Lingolo-Ngambari, inauguré en 2010, l'un et l'autre, fruits de la coopération entre l'Union Européenne (UE) et la République du Congo. L'institution précitée était représentée par madame Saskia de Lang, ambassadeur, chef de la délégation.

☞ 6

Transports publics urbains à Brazzaville

LA STPU SOUS LA MENACE DES DÉLINQUANTS SUR LA LIGNE NGAMAKOSSO

☞ 10

Diocèse d'Owando

DES NOUVEAUX PRÊTRES INTÈGRENT LE PRESBYTERIUM À TCHIKAPIKA

☞ 13

Diplomatie

LA FRANCE SERAIT-ELLE DEVENUE UN TRAQUENARD POUR LES CONGOLAIS ?

☞ 3

QUELLE ALTERNATIVE AU « CHEMIN D'AVENIR » ?

☞ 2

DROIT DE RÉPONSE DE M. RENÉ SERGE BLANCHARD OBA AU JOURNAL LE PATRIOTE

☞ 3

PRIVAT FRÉDÉRIC NDÉKÉ FLUIDIFIE LA CIRCULATION À TALANGAÏ

☞ 9

Département des Plateaux

BRAQUAGE SUR LA ROUTE DE MBON

En mission de service, le directeur départemental des Travaux public des Plateaux, Gouala Timothée et les autres membres de sa délégation ont fait l'objet d'un braquage entre Mbon et le village Mah par trois jeunes en tenue militaire et gagoulés. L'incident a eu lieu en début d'après-midi du 27 juin 2015 aux environs de 14 heures. Cette fois-ci, il ne s'agit pas d'un canular, mais plutôt d'un fait réel.

☞ 5

QUELLE ALTERNATIVE AU « CHEMIN D'AVENIR » ?

Par ces temps de démagogie galopante, le meilleur argument de crédibilité d'une alternance en faveur de l'opposition radicale réside dans la capacité de ses ténors à présenter au peuple congolais un autre regard sur l'avenir du pays. Ces derniers le savent pourtant mais ils préfèrent nous offrir le triste spectacle d'une escalade verbale creuse d'où semble être absentes intelligence politique et imagination.

En lieu et place d'un projet de société censé être une solution de remplacement au programme qu'exécute le gouvernement actuel, c'est une série d'attaques individuelles dirigées essentiellement contre le président Denis Sassou Nguesso que l'opinion enregistre, confortant cette dernière dans sa conviction que l'opposition n'est pas prête pour l'alternance.

A vrai dire, la logorrhée qui drape la détermination de ceux qui veulent conquérir le pouvoir par tous les moyens, se transforme jour après jour, en un spectacle pathétique et désolant où chaque orateur débite un discours déjà connu en orientant ses flèches assassines sur l'actuel Chef de l'Etat. Une pratique politique qui fait resurgir comme un anachronisme les fantômes de la Conférence Nationale Souveraine dont les travaux dérapèrent très vite pour prendre la forme d'attaques individuelles dont le président Denis Sassou Nguesso constitua la principale cible. C'est l'une des faiblesses essentielles de cette grand'messe qui pourtant accoucha de la démocratie dans notre pays : l'on s'acharna, pour des raisons évidentes sur l'histoire et le présent, sans suffisamment s'appesantir sur l'avenir. Les balbutiements qui s'ensuivirent et qui ont rapidement dégénéré en guerres civiles ainsi que d'autres problèmes liés à une mauvaise interprétation des textes et à un retour en force de l'ethnicisme sont à mettre au compte de ce dévoiement de la Conférence Nationale.

C'est cette absence d'imagination qui a caractérisé nos hommes politiques à un moment donné de l'histoire du pays que nous avons payé pendant des années. Car l'imagination en politique est une lame qui découpe dans le brouillard de l'époque l'horizon du possible. Certains utilisent les mots «démocratie» et «alternance» comme des slogans ou comme des formules magiques qui expliquent tout, justifient tout, donnent à ceux qui se l'approprient une absolution morale indiscutable et une carrure politique incontestée. Ils déroulent une politique superficielle et désinvolte sans en tirer d'autres enseignements que des leçons de politique politicienne et partisane.

Se rendre crédible au travers d'un programme

Une stratégie est actuellement en vogue dans l'univers politique mondial : le théorème du carré. Ainsi un homme politique qui, comme dans le cas qui concerne cette prose, veut mettre toutes les chances de son côté, doit, par petites touches, bâtir les quatre côtés d'un carré.

Sur le premier côté, il doit se forger une stature présidentielle ou reconstruire son statut de leader. Car il doit toujours se demander si les Congolais le trouvent vraiment présidentiable c'est-à-dire susceptible de devenir président de la République. Et pour convaincre, il faut se munir d'un programme, d'un projet de société pour faire comprendre que l'on saisit bien les enjeux du moment et que l'on sera un grand président.

Deuxième côté du carré : rester proche des gens au lieu de cette impression d'éloignement et de détachement que nous donnent certains hommes politiques, rêveurs lunaires, tristement lunatiques dans un monde où le rêve est proscrit. Et ici également, en guise de trait d'union et de bible devant consolider le rapprochement avec le peuple profond par exemple, il y a encore et de manière incontournable nécessité d'un programme qui prendrait le contre-pied du Chemin d'Avenir.

Troisième côté de ce carré du succès : l'efficacité. Il s'agit ici de démontrer que si l'on devient président, l'on engrangerait inévitablement des succès dans les principaux domaines de la vie nationale et que gagner la bataille du développement ne sera plus une vue de l'esprit.

Ici encore, cette présomption d'efficacité repose sur des explications détaillées sur les stratégies et objectifs contenus dans un programme alternatif.

Enfin le quatrième carré, tout aussi déterminant que les trois précédents : la capacité de sauver l'essentiel, en estimant que les circonstances justifient la recherche d'un compromis. Un tel terrain d'entente est loin d'être une compromission. Il s'agit d'un accord conclu par des personnalités politiques munies chacune d'un programme dans lequel elles trouvent des points de convergence et qui, pour l'intérêt supérieur de la nation tentent d'en faire une synthèse utile. Ici aussi l'opposant prend du galon. Il fait confiance au temps, le temps qui apaise les tensions et change la donne.

Une alternance sans alternative ?

Il s'agit donc, muni d'un programme et non d'un bréviaire doctrinal, de travailler en impressionniste, par petites touches, avant de dévoiler sa grande toile sur la nation. La notoriété politique est au bout d'un tel travail de fourmi fait de réalisme, de tolérance, de sens du dialogue et de la preuve de l'existence d'un grand dessein pour le pays. Ce grand dessein, au risque de nous répéter, est contenu dans le programme ou le projet de société.

Il ne sert à rien de faire comme l'opposition radicale qui s'enferme dans le ni-ni (ni changement de la Constitution ni dialogue) pendant que le programme sur lequel le président Denis Sassou Nguesso a été élu poursuit son chemin avec un bonheur certain. Son bilan est impressionnant. Le Congo va mieux. L'émergence est à portée de main. A cette allure Dzon, Tsaty Mabiala, Itadi et leurs amis, dépourvus de tout programme alternatif ne cesseront de voir le sol se dérober sous leurs pieds. Leur stratégie ressemble à la boîte de Pandore de la mythologie grecque, d'où s'échappe un passé chargé de drames et de ressentiment. Ceux qui l'ont ouverte auront le plus grand mal à le refermer.

Nous avons parlé de la nécessité en politique d'agir par petites touches de couleur (l'impressionnisme) mais, l'opposition radicale elle, donne carrément dans le « dépréssionnisme », technique inverse consistant à balafrer la toile de grands traits sombres, à noircir un tableau sur lequel se détache malgré tout la silhouette du président Denis Sassou Nguesso, exprimant ainsi ses sentiments politiques : la colère noire plutôt que la couleur. Même si la nation doit en souffrir. Sans offrir au peuple une alternative crédible. Le peuple qui attend depuis tout ce temps que ceux qui pérorent sans arrêt apportent une alternative au «Chemin d'Avenir» que ceux-ci décrient intempestivement devra se rendre à l'évidence : face au Chemin d'Avenir, c'est le néant.

Aimé Raymond Nzango

LES DIABLES ROUGES A OWANDO, UNE DES ILLUSTRATIONS DES PROGRES ATTEINTS PAR LE PAYS

La politique menée depuis près d'une décennie dans notre pays a ceci de particulier qu'elle a opéré une césure profonde avec le gâchis ayant caractérisé le mandat du régime précédent. L'accent est mis aujourd'hui sur des actes dont les vertus sont de conduire au progrès du Congo. A moins d'être de mauvaise foi pour ne pas l'admettre, la politique initiée par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a modifié profondément et positivement la physionomie de notre pays. On a pu en avoir pour une énième fois la preuve avec cet événement sportif inédit s'étant produit dans le département de la Cuvette.

La rencontre des Diables Rouges avec leurs homologues du Kénya au stade Marien Ngouabi d'Owando est apparue comme un rêve inespéré pour les populations de cette contrée et des départements environnants. Jamais auparavant l'idée d'assister in situ à un match de qualification impliquant les Diables Rouges n'a effleuré un seul instant les rêves les plus fous des braves populations de la Cuvette et encore moins de celles des départements qui la jouxtent. On peut légitimement penser que parmi ceux qui ont pu assister de leur gradin à ce match, une partie a vu pour la première fois les joueurs des Diables Rouges dont elles n'avaient des échos qu'à travers les médias. Une autre a pu découvrir et ainsi avoir une idée exacte de ce qu'est un stade de football qui satisfait aux normes internationales. Le comble de leur bonheur à tous est sans doute de savoir que la rencontre a été retransmise en direct sur TéléCongo. Une promotion internationale pour la ville d'Owando d'autant que la chaîne nationale fait partie du bouquet de Canal plus. Autant dire que de nombreux téléspectateurs à travers le monde ont pu découvrir le stade situé dans la ville d'Owando, à près de 500 KM de Brazzaville. Ce qui est certain, par ailleurs, est qu'à la fin du match tous ont dû émettre le souhait que ce genre de rencontre ait régulièrement lieu dans le chef-lieu de la Cuvette.

Les bouleversements engendrés par les infrastructures

Malheureusement ce vœu sera difficilement exaucé du fait de la présence aujourd'hui dans la plupart des départements d'infrastructures sportives similaires. N'importe quel département du Congo peut prétendre à une candidature en vue d'abriter un match international. Ces candidatures sont rendues fiables en raison non seulement de la présence des infrastructures sportives mais également du fait des conditions permissives d'accès à ces départements. La plupart d'entre eux qui souffraient d'un enclavement sévère sont désormais ouverts au reste du pays par route ou par voie aérienne et parfois par les deux en même temps.

On le doit aux efforts du gouvernement inspiré par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui ont porté sur la réunification réelle du pays à travers la construction d'infrastructures routières aéroportuaires mais également portuaires. Ainsi, se rendre d'un département à un autre actuellement se fait avec la plus grande aisance possible. On peut sans risque d'être contredit avancer que ces facilités ayant impacté positivement la vie du citoyen traduisent un des aspects du progrès atteint par le pays du fait de la politique actuelle axée sur les actes.

Le brassage des populations : une réalité vivante

Un autre aspect non moins important mais négligé quelque peu par les médias de ce progrès est le brassage des populations et la circulation des biens entre les différents départements. On a vu récemment une chorale de Kinkala dans le département du Pool se rendre à Owando dans la Cuvette pour des prestations à l'invitation de son homologue de cette ville. Par la suite, celle de Kinkala lui a rendu sa politesse en l'invitant à son tour à se produire dans le chef –lieu du département du Pool.

Le département de la Cuvette a la réputation d'être grand producteur de poissons d'eau douce dont plusieurs qualités sont prisées par des amateurs de bonne chair. Les commerçantes qui y ont flairé l'opportunité de faire de bonnes affaires partent de tous les coins de la République pour se retrouver à Oyo dans la Cuvette afin de se ravitailler en cette denrée. Les plus braves vont au de-là pour se retrouver à Tchicapika, le royaume des gros silures appelés couramment « mabongo » Les poissons sont vendus sous deux formes : poissons frais et poissons fumés. Ces poissons sont revendus dans les marchés des plus grands centres urbains du Congo. Dommage que l'offre soit insignifiante du fait des méthodes demeurées ancestrales pour la capture des poissons en question.

Des bouleversements non partiaux

Pour revenir sur l'exemple d'Owando, on peut soutenir en toute assurance que si par un miracle divin, tous les morts de cette ville ressuscitaient, aucun d'entre eux ne pourrait être en mesure reconnaitre cette ville tant elle a subi des transformations. Il en est de même pour les membres de sa diaspora ayant depuis longtemps coupé les ponts avec la ville. Cependant cette observation ne vaut pas que pour Owando. Elle l'est autant pour la plupart des chefs-lieux des départements au nombre desquels Sibiti dans la Lékoumou, Ewo dans la Cuvette. Aujourd'hui, Ouesso dans la Sangha et demain Madingou dans la Bouenza. Ces transformations, faut-il le rappeler, ne sont en rien un fruit du hasard. Elles sont le produit d'une volonté politique déterminée, décidée à mettre à profit le mandat que le peuple congolais a confié à un homme pour transformer positivement le pays.

Le projet du président de la République sur un Congo émergent d'ici 2025 traduit parfaitement cette volonté. Tous les observateurs sérieux s'accordent à reconnaitre que le Congo d'aujourd'hui n'a plus rien de commun avec celui d'hier. Les infrastructures en tout genre construites à l'instigation du président Denis Sassou N'Guesso, depuis quelques années l'ont profondément transformé et conduit à la modernisation des habitudes des congolais de l'intérieur du pays.

Mais le ridicule est que ceux l'ont géré de manière sanglante et stérile en 1992 se fendent de critiques acerbes contre les auteurs des progrès actuels. Ils prétendent faire mieux s'ils revenaient au pouvoir comme en 1992. Qui pourrait encore tomber dans leur piège ?

Laurent Lepossi

Droit de réponse de M. René Serge Blanchard Oba au journal Le Patriote

Nous sommes à un tournant majeur de l'histoire de notre pays. Le moment est grave et précieux il s'agit de l'aborder avec hauteur de vue. Cela vaut pour tous, et surtout pour la presse, la presse écrite notamment se signale par des journaux à la solde, qui pratique la diffamation gratuite, rabaisse le niveau des choses avec des accusations d'une affligeante banalité.

J'entends signaler que nous sommes au chevet d'un pays malade l'heure est à la qualité des solutions, c'est le sens de ma conférence de presse d'il y a quelques jours ou j'ai dit mon sentiment clair sur la question de la constitution.

J'y évoque un autre demain pour nous et surtout pour nos enfants. Je conçois que l'on puisse m'attaquer sur sa justesse ou pas du diagnostic que requiert la situation.

Mais voilà un titre dont je connais l'émanation le financement, met ma photo à la une et évoque ma gestion de la SOTELCO. J'ai beau y réfléchir je ne comprends pas l'association qui est faite entre mon point de vue citoyen et la gestion de la SOTELCO.

Franchement je voudrais jouer le jeu avec eux car en matière de mégestion dans ce pays le registre le plus élevé est celui des finances publiques.

Mes amis journalistes ne voient pas cette poutre qu'ils ont dans l'œil sinon que la paille de ma prétendue mégestion ?

Qu'ils sachent qu'ils me gênent à peine le plus grand tort qu'ils font c'est à leur commanditaire.

Je suis prêt à leur concéder une interview pour que la question de la qualité de ma gestion à l'ONPT-CNE et SOTELCO soit réglée une fois pour toute.

Je donne en passant quelques indications quand même base d'appréciation.

J'ai été nommé à l'ONPT-CNE après liquidation de ces deux entités par Monsieur le Président de la République. De fait je suis le premier liquidateur.

Le Congo fonctionne tellement bien que l'on liquide des entreprises qui marchent.

Sait-on que j'ai pu en dépit de cet imbroglio juridique produire des bilans que la presse peut faire auditer puisque cela les intéresse sérieusement.

Sait-on aussi que j'ai négocié et obtenu en mon temps un financement auprès de la City bank de 89 millions de dollars pour le projet de couverture national.

Aussi cinq milliards auprès de la Rand Merchant bank en Afrique du sud.

La performance ne se situe pas exclusivement au niveau du montant mais parce que je l'ai négocié seul. Il fallait un peu de crédibilité pour négocier non ?

Le Cabinet comptable à l'époque est le Cabinet EXAUDIT et le Commissaire aux comptes est GKM.

De cette entreprise liquidée deux fleurons sont sortis à savoir la SOTELCO devenu CONGO TELECOM et LA POSTE.

Nous avons pu emmener WARID international au Congo avec une participation de 30%.

Nous sommes fiers de l'ARPCE qui génère aujourd'hui des sommes importantes au Budget de l'Etat.

Il n'y a que ceux qui ne travaillent pas qui ne commettent pas d'erreurs.

Nous avons exercé notre devoir avec beaucoup d'amour et de joie.

Pourquoi pensez-vous toujours que les cadres sont des vaches à lait du gouvernement ?

Les licenciements structurels opérés au moment de la séparation des deux entités ne l'ont été de par la responsabilité du liquidateur que j'étais à l'époque, mais du propriétaire qui est l'Etat qui était en négociation avec les institutions de Brettons Wood pour un programme d'ajustement structurel.

Voilà chers journalistes mon droit de réponse et dans l'espoir que votre journal qui détient la preuve de ma mégestion me rencontrera lors d'une interview que vous aurez préparée à propos. Rendre compte est un devoir sacré pour la République.❐

NDR

Nous laissons le soin à nos lecteurs de porter leur propre jugement sur ce droit de réponse incohérent. Les imperfections contenues dans le texte n'engagent que leur auteur.❐

Diplomatie

LA FRANCE SERAIT-ELLE DEVENUE UN TRAQUENARD POUR LES CONGOLAIS ?

Louis Kanoha Elenga, Directeur général de la société nationale d'électricité et son adjoint Léon Ibovi ont été sauvagement agressés à l'aéroport Charles De Gaulle à Paris, le 24 juin dernier par sept bandits. A en croire le récit des victimes, les agresseurs sont vraisemblablement d'origine congolaise. Deux d'entre eux ont été arrêtés par la police, tandis que d'autres malfrats courent toujours. Cette agression est la troisième du genre. Face à ces faits qui deviennent de plus en plus récurrents, certains Congolais croient dur comme fer que la France est devenue un traquenard pour les ressortissants du Congo.

Le 24 juin 2015, alors qu'ils sont les derniers à retirer leurs bagages, Louis Kanoha-Elenga et Leon Ibovi sont apostrophés dès qu'ils franchissent la porte de sortie par un groupe de jeunes. Avant de les passer à tabac, ils ont d'abord posé la question à leurs victimes pour savoir s'ils étaient des Congolais. Les deux compagnons d'infortune qui ne doutent de rien répondent par l'affirmative et demandent en même temps s'ils avaient un souci particulier.

Au lieu d'une réponse fraternelle à la question qui leur est posée, ils rouent de coups de poing leurs compatriotes, en disant que « *pendant que nous souffrons ici en France, vous vous amusez avec l'argent là-bas au pays*». Il y a un parmi eux qui filme la scène à l'aide de sa tablette. Un autre malfrat demande aux autres de les tuer. Il est contredit par les autres membres du gang qui lui retorque : « *on n'est pas venu ici pour ça*». Entre-temps, ils les ont dépouillé de leurs objets de valeur dont des téléphones portables. La police est arrivée au moment où les bandits sont en pleine action. Deux d'entre eux sont arrêtés et les cinq autres parviennent à s'enfuir. Arrivés à la représentation du Congo en France, les deux infortunés sont reçus et entendus par l'Ambassadeur et le ministre Conseiller. Au terme de cette audience, la mission diplomatique s'est résolue d'interpeller le Quai d'Orsay.

Ce fait cruel n'est pas le premier du genre. La première victime de cette barbarie qui semble prendre corps à Paris fut Michel Innocent Peya. Au terme de la présentation de son livre intitulé « *Entre le bon sens et l'alternance absolue* », le 5 novembre 2014, dans l'enceinte de la Sorbonne à Paris, un groupe de jeunes intolérants, le brutalise. Il s'en est tiré par la grâce de Dieu. Trois semaines après, le Secrétaire général du PCT est pris lui aussi dans l'engrenage des fous de Paris. En effet, le 29 novembre 2014, Pierre Ngolo qui voulait se rafraichir après une longue plénière à l'hôtel Le Mariotte Rive gauche de Paris, est tombé dans l'embuscade tendue par deux jeunes individus apparemment drogués, tenant entre leurs mains des sachets de farine. Dès que le Secrétaire général du PCT est arrivé à leur niveau, ils l'enfarinent y compris son garde du corps. Les deux hors la loi ont été très vite maitrisés et remis à la police qui était arrivée sur les lieux. A ce jour, l'enquête se poursuit et les jeunes ont été relâchés. Réagissant à cet acte ignominieux, Pierre Ngolo a déclaré que « *c'est une des formes d'expression de la démocratie ! Malheureusement, celle choisie par les deux individus est ignoble. Nous militons justement pour une démocratie dont serait exclue la violence* ».

En plus de ces actes répréhensifs, il y a le cas de l'ambassade du Congo à Paris qui a été endommagée le 21 mai dernier. L'acte a été posé par des ex combattants (Cobras et Ninjas) qui s'estiment avoir été abandonnés par le pouvoir de Brazzaville. Ils étaient moins d'une dizaine qui sont arrivés surexcités dans l'ambassade et ont saccagé sa porte vitrée. L'opération a duré trois minutes environ. Et pour faire la publicité de leur basse besogne, ces écervelés ont posté sur la toile, une vidéo qu'ils ont tournée à l'aide de leur téléphone portable.

Tous ces faits empreints de violence sont perpétués dans un pays qui prône la démocratie et la liberté. Imaginez-vous qu'un français soit agressé à son arrivée à l'aéroport international de Maya-Maya de Brazzaville, par un autre français, la France serait-elle muette face à cette situation ? Pourquoi, la France n'en fait pas une préoccupation?

Irma Oko Patricat

La parabole de l'éléphant

A L'ÉCOLE DE L'ÉLÉPHANT…

Après un long séjour en ville, loin de mon village natal, je suis revenu auprès de mon grand-père, cet éminent professeur des us et coutumes de nos origines. Mais, le vieux était surpris par la série de questions que je lui posais sur presque tout, singulièrement sur l'éléphant. Il était surtout marqué par l'intérêt que j'accordais à cet animal, objet de toutes ses pensées.

En fait, je voulais comprendre les articulations de la vie dans la famille des éléphants, notamment leur naissance, ainsi que leur apprentissage de la vie. Dans ses réponses, chacun des mots était sans équivoque : « mon petit, à propos de la naissance, il existe très peu de témoignages sur le sujet. Sans doute en raison des mythes qui entourent l'animal et cet acte qui, dit-on, n'a lieu le plus souvent que la nuit ou dans un endroit caché et insoupçonnable. Une légende populaire nous instruit que la mise bas se passe très rapidement et dès que le bébé éléphant est né, il est l'objet de soins particuliers de la part des membres du groupe qui viennent au secours de la mère pour alléger sa tâche. Ensuite, le jeune animal est initié à la vie nomade. Et puis, et puis…

Commence alors, l'apprentissage de la vie. Jour après jour, saison après saison, le groupe se déplace suivant des parcours réguliers, sous la direction de la femelle la plus âgée, donc la plus expérimentée. Aux côtés du patriarche du groupe, elle sait faire face à tous les dangers ou braver les saisons mêmes les plus austères (sécheresse, froid…). Ainsi, l'éléphanteau est mis à l'école ; une école dont les anciens constituent la caste des instructeurs, en lui indiquant les points d'eau en toute saison, les zones de franchissement des rivières, les herbes d'alimentation et celles ayant des vertus médicinales, ainsi que les zones de repli en cas d'attaque… C'est ce relais intergénérationnel qui permet aux jeunes éléphants de se constituer une mémoire… »

Après ce cours magistral que j'avais trouvé trop court, j'ai compris deux choses essentielles : d'abord, dans une société où les liens sont très puissants entre les individus, l'assistance des autres membres du groupe est un impératif. Et les éléphants savent le faire. Ensuite, ces animaux, mieux que les humains, savent se mettre à l'école des plus âgés, en se soumettant pieusement aux règles en vigueur au sein du groupe. Car, à en croire mon grand-père, ici, l'esprit de groupe s'impose à tous et se perpétue de père en fils depuis des milliers d'années.

La moindre insoumission est une perte de mémoire pour tout éléphanteau qui, dès cet instant, entame seul une longue marche dans l'obscurité. Son chemin sera sans repère, ni lumière. Les fleuves en furie ne lui ouvriront pas ses eaux, les montagnes glissantes ne lui cèderont aucun passage, les savanes arides brûleront le sable sous ses pieds. Sa vie sera une interminable errance.

Jules Débel

Education civique

VERS LA CREATION DU CORPS DES JEUNES VOLONTAIRES DU CONGO

Un atelier de validation du rapport de mise en place du corps des jeunes volontaires du Congo pour promouvoir les valeurs de paix, de civisme ou du vivre ensemble s'est tenu la semaine dernière à Brazzaville, en vue de mettre à la disposition des participants les principaux éléments susceptibles d'être intégrés pour enrichir ce rapport.

A l'ouverture de cet atelier, le ministre de la jeunesse et de l'éducation civique, M. Anatole Collinet Makosso, a indiqué que la création du corps des jeunes volontaires du Congo est un dispositif important et efficace pour l'employabilité des jeunes qui s'appuie sur une démarche globale dont les fondements à l'international sont posés et soutenus par l'Assemblée générale des Nations Unies et aussi par l'Union Africaine (UA). Il a, en outre, souligné que valoriser les ressources humaines disponibles en milieu juvénile et susciter l'engagement civique des jeunes en vue de mieux utiliser leur potentiel, sont les axes majeurs d'encadrement et d'implication des jeunes au développement.

A cette occasion, le ministre Makosso a exhorté tous ceux qui se sont déployés dans différentes missions liées à la préparation de ce mécanisme de s'investir encore davantage afin que ce test grandeur nature soit un moment qui puisse permettre d'identifier les avancées ou les limites de cette étude dans la perspective de la mise en œuvre du corps des jeunes volontaires.

De son côté, le directeur général de la jeunesse et de l'éducation civique, M. Manu Poaty, relevant que la jeunesse congolaise, de par son pourcentage élevé au sein de la population congolaise, constitue un levier important dans le développement, a salué l'initiative du ministère de la jeunesse et de l'éducation civique pour faire aboutir le projet de création du corps des jeunes volontaires au Congo.

Le ministre Anatole Collinet Makosso

«*Il s'agit de la phase expérimentale ou des prémices du volontariat qui vont nous permettre de nous hisser au niveau des standards internationaux et d'épouser les contours de la Charte Africaine de la jeunesse qui fait obligation aux Etats de promouvoir la participation active de la jeunesse aux activités de la société, en s'engageant à mettre en place des politiques et des programmes de volontariat destinés aux jeunes aux niveaux local, national, régional et international en tant que forum important de la participation des jeunes à la gouvernance et au développement du continent et comme outil de formation par les pairs*», a souligné Manu Poaty.

Enfin, il a remercié la représentante du Fonds des Nations Unies pour la Population ainsi que le représentant de France Volontaires au Congo pour leur partenariat soutenu qui a favorisé la réalisation de cette étude.

Pour sa part, la représentante de France Volontaires au Congo, Mme Audrey Leman, travaillant en collaboration avec le ministre Makosso pour mener à bien un programme national de volontariat, a déclaré à l'issue de l'atelier que par ce procédé, on arrive à la validation de ce rapport sur l'étude de faisabilité.

«Le résultat est très productif, on a pu avancer sur certains points de discussions, certaines propositions. Ceci n'est qu'une étape dans le processus puisque pour une mise en œuvre effective, il va falloir le positionnement stratégique financier et technique des partenaires ; il y a aussi l'échéance des Jeux Africains qui nous attend pour finaliser ce programme», a-t-elle indiqué. Selon elle, l'objectif de cet atelier est de voir avec les partenaires comment mettre en œuvre ce programme, l'idée étant d'identifier 40 volontaires donc 40 missions de volontariat pour ce programme corps de jeunes volontaires pour accompagner les Jeux Africains sur différentes missions.

Une vue partielle des participants

Gulit Ngou

LIBRES PROPOS

L'OPPOSITION ET L'ART DE LA RECULADE

Il n'y aurait rien à dire, s'il ne s'agissait que d' "une action de quelqu'un qui recule parce qu'il a honnêtement réalisé qu'il s'est trop avancé". Ici il s'agit d'une dérobade, d'un faux-fuyant lâche et honteux. André Gide a si bien écrit que «rien ne m'est plus difficile qu'un geste qui peut paraitre une dérobade». Il a raison parce que dans le cas d'espèce, il s'agit d'une pirouette particulièrement infâmante.

Pirouette. L'exercice est en lui-même un monument de cocasserie et de ridicule en politique. Le dictionnaire définit ce terme comme «un tour ou demi-tour qu'on fait sur soi-même, sans changer de place» ou encore comme "un bond acrobatique où le corps tourne sur lui-même (parfois combiné avec le saut périlleux). Il s'agit donc d'un brusque revirement, mais nous sommes en politique où aucun geste n'est innocent.

Ainsi donc, dans la plus pure tradition chevaline où un cheval exécute sur place une volte en pivotant sur l'un de ses pieds postérieurs, l'opposition radicale vient, dans une logique de politique politicienne, de renier ce qu'elle présentait il y a encore quelques mois comme son intime conviction sur la marche du pays, un pays qui selon elle, allait droit dans le mur, pour reconnaitre, non sans une forte dose de perfidie, que nous vivons aujourd'hui dans le meilleur des mondes possibles.

Souvenons-nous. Jusqu'à une période relativement récente, la religion de l'opposition radicale paraissait faite sur une dégénérescence totale de l'état de santé du Congo. Mathias Dzon qui l'exprimait avec des trémolos dans la voix, tant la catastrophe était préoccupante, décrivant ainsi que les maux qui accablaient notre pays : faillite économique, décadence de tous les secteurs vitaux du pays (eau, électricité, infrastructures), crise du système éducatif et du système de santé, paralysie de l'administration, dégradation d'un système judiciaire miné par la corruption, gabegie, détournements en tous genres, inadaptation des institutions. Bref, un réquisitoire accablant, implacable et foudroyant contre le système politique actuel et le régime qui le met en œuvre. Situation suffisamment calamiteuse pour nécessiter la convocation des états-généraux de la Nation, une forme de Conférence nationale bis au cours de laquelle l'ordre établi serait remis à plat. Un aggiornamento que Mathias Dzon jugeait incontournable si l'on veut sauver le Congo de la catastrophe et l'adapter à l'évolution du monde actuel.

Aujourd'hui, force est de constater sans aucun état d'âme et surtout sans aucun cas de conscience, que l'opposition radicale nous sert un rétropédalage hallucinant basé sur une démarche dithyrambique sur l'actuel pouvoir et les institutions qui le soutiennent. Un panégyrique aussi décapant tout comme ce virage à 180 degrés, trouvent leur origine dans l'adoption stratégique de la Constitution du 20 janvier 2002, texte hier chargé de tous les maux mais pour lequel l'opposition radicale dans son ensemble, a désormais (ou pour l'instant) les yeux de Chimène, au terme d'un revirement certes douloureux, mais politiquement payant, estime –t-on.

Soyons sérieux : une opposition est constituée de personnes qui s'opposent au gouvernement et au régime politique en place. Elle n'a pas vocation, même pour des motifs inavoués, à se livrer à ces zigzags en tous sens qui finissent par désorienter les citoyens et décrédibiliser l'homme politique congolais.

Quel crédit accorder désormais à des hommes politiques qui penchent selon le mouvement du vent, comme des girouettes. La politique a ses règles, elle est faite de combats d'ambitieux et de manœuvres tactiques. Mais avouons tout de même que ce qui se passe au sujet du changement ou non de la Constitution est simplement inouï. Les Congolais ne sont pas dupes : à l'heure de la transparence triomphante, ils considèrent avec horreur toute ces ficelles minables, et soyez-en sûr, ils sonneront le glas de ces incohérences avec un tumulte ravageur.

Aimé Raymond NZANGO

Djiri

YVON ADÉLARD BONDA FACE À LA JEUNESSE DE KAHOUNGA

La première descente à la base d'Yvon Adélard Bonda vient d'avoir lieu à Kahounga, un quartier du 9ème arrondissement de Brazzaville situé entre le lycée Thomas Sankara, la Ferme, la poste et la route Nkombo - Moukondo. Face à la jeunesse de ce quartier confrontée aux mêmes difficultés que celle des autres quartiers périphérique de Brazzaville, l'élu du Mouvement pour la démocratie et le progrès(Mdp) a fait le point des différentes sessions du conseil municipal et départemental auxquelles il a pris part depuis son élection, étayé les grands projets d'intérêt communautaire, répondu aux préoccupations des interlocuteurs avant de les exhorter à la prise en main de leur avenir.

Le grand oral du conseiller Yvon Adélard Bonda devant les jeunes de Kahounga inaugure la série d'un exercice qui rééditera dans les différents quartiers de l'arrondissement au nom duquel il siège au conseil municipal et départemental de Brazzaville, conformément aux lois et règlements qui organisent le fonctionnement du conseil et l'exercice du mandat. Il s'agit entre autres, de l'article 112 du règlement intérieur qui enjoint tout élu à rendre compte à la base, des activités menées au parlement local.

A Kahounga, Yvon Adélard Bonda a fait le point à ses mandants des différentes sessions du Conseil départemental et municipal. Il s'agit de la session inaugurale d'octobre 2014, ayant abouti à la mise en place du nouveau bureau du Conseil et de la 2ème session extraordinaire, consacrée à la préparation des comptes administratifs et financiers pendant la période de transition, jusqu'à la session budgétaire de février 2015. Des préoccupations ayant un impact réel et direct sur le fonctionnement du conseil et sur l'ordinaire des populations. C'est le cas du budget exercice 2015, arrêté en recettes et en dépenses à plus de 32 milliards Fcfa, en baisse par rapport au précédent, à cause de la chute du prix du baril du pétrole.

En réaction, la jeunesse a émis ses doléances concentrées sur les difficultés qui accablent le quotidien des populations de Djiri dont l'accès à l'eau potable et à l'électricité. Le mauvais état des voies d'accès à Kahounga et le manque d'ouvrage de franchissement des ruisseaux ou rivières, obligent ceux qui s'y rendent via l'arrêt de bus forage à Moukondo-Mazala de payer 50 Fcfa au passeur pour la traversée en pirogue. A cela s'ajoutent, le manque d'un poste de sécurité publique dans une zone où l'insécurité rime avec l'oisiveté et le chômage des jeunes. Devant des interlocuteurs impatients et préoccupés par l'amélioration de leurs conditions de vie, l'élu du Mdp a joué la carte de la vérité. Outre l'optimisme général sur la réalisation des principaux projets du conseil malgré la conjoncture financière internationale, non propice aux élans économiques, il a rappelé que les doléances enregistrées seront transmises à qui de droit, pour que des solutions idoines soient envisagées.

Concernant l'oisiveté et le chômage qui poussent les jeunes aux esprits plus fragiles à basculer dans la délinquance, Yvon Adélard Bonda encourage les initiatives privées, la formation qualifiante. «*Il ne faut ni se décourager, ni croiser les bras pour tout attendre des parents ou encore des pouvoirs publics. L'Etat providence est mort. Il faut aller vers la formation professionnelle ou qualifiante, afin d'avoir la chance à chaque opportunité d'emploi durable*». Tel un père à ses enfants désemparés face aux incertitudes de l'avenir du fait de la conjoncture économique, il a déclaré qu'on ne peut pas prétendre avoir un emploi si on n'est pas formé. Il se réfère à la réalité pour convaincre l'auditoire. « *Par manque d'une main d'œuvre qualifiée, la plupart des entreprises impliquées dans la modernisation du Congo comme au complexe olympique de Kintélé, à l'université Denis Sassou N'Guesso, au tronçon routier Dolisie-Brazzaville ou au barrage de Liouesso importent une bonne partie d'agents de leur pays d'origine et dans les Etats voisins du Congo*».

La feuille de route 2014-2019 prévoit 100 kilomètres de routés pavées à Djiri. Ce projet sera couronné par le montage d'une unité de fabrication des pavés à Moungali. L'essentiel des emplois sera réservé aux jeunes désœuvrés formés, tel que ce fut le cas des ex-ninjas de Mindouli.

Ernest Otsouanga

Département des Plateaux

BRAQUAGE SUR LA ROUTE DE MBON

En mission de service, le directeur départemental des Travaux public des Plateaux, Gouala Timothée et les autres membres de sa délégation ont fait l'objet d'un braquage entre Mbon et le village Mah par trois jeunes en tenue militaire et gagoulés. L'incident a eu lieu en début d'après-midi du 27 juin 2015 aux environs de 14 heures. Cette fois-ci, il ne s'agit pas d'un canular, mais plutôt d'un fait réel.

La délégation était partie faire l'état des lieux du tronçon routier Djamba-la-Mbon. Après avoir parcouru plus d'une cinquantaine de kilomètres, elle est surprise par trois jeunes cagoulés, en tenue militaire et portant chacun une arme de guerre. Ces bandits les somment de descendre de leur véhicule.

Une fois à terre, les membres de la délégations font l'objet d'une fouille systématique à l'issue de laquelle, ils se voient dépossédés de tout ce qu'ils avaient comme objets de valeur: argent et téléphone. Les gangsters les abandonnent pieds et mains liés, et s'enfuient dans le véhicule du directeur départemental des travaux publics immatriculé 268 GU 6. Au moment où nous mettions sous presse, la police et la gendarmerie recherchent activement ces braqueurs.

La manière dont ces bandits ont opéré laisse entrevoir une parfaite maîtrise de l'art militaire et du tronçon de la route empruntée par la délégation. L'endroit choisi par les braqueurs pour opérer ne permettait pas au chauffeur de réaliser une quelconque manœuvre pour se défaire des griffes du gang.

En tout d'état de cause, ces faits qui troublent la sérénité et la quiétude dans ce département doivent être pris au sérieux par les autorités militaires, policières et politiques.

Ces derniers temps, les bruits qui proviennent de ce département ne sont pas de nature à garantir la sécurité et donnent à penser que quelque chose de louche serait ou est en train de se préparer dans cette localité. Il ne faut pas que ce département supplante celui du Pool qui s'est illustré pendant de années par des actes illicites et qui vient enfin de comprendre la nécessité de la paix. Le Pool comme chaque Congolais le constate avec bonheur, semble avoir à jamais tourné le dos à tout ce qui peut compromettre la paix. En tout cas, le département des Plateaux mérite autre chose que le chao vers lequel certains de ces fils veulent l'entraîner.

A l'annonce de cette information, un cadre des Plateaux a réagi en ces termes : «*Notre département a toujours prôné la paix, la tolérance et la solidarité. Tout fauteur de trouble doit être sévèrement châtillé, pour que ceux qui veulent leur emboîté le pas en tirent les leçons*».

P.Y

LE GUIDE DU PARFAIT PATRIOTE

LE REFUS D'AVOIR TORT

C'est une attitude que l'on rencontre de plus en plus couramment dans notre pays en général et dans la classe politique congolaise en particulier (singulièrement dans l'opposition dite radicale). C'est une attitude négative en démocratie car, comme chacun sait, la démocratie condamne les extrémismes. Le refus d'entendre tout autre son de cloche au sujet du changement ou non de la Constitution ainsi que la décision prise par certains partis de décliner l'offre présidentielle autour d'un dialogue sur l'avenir institutionnel du pays participent de ce sentiment qu'ont certains de nos compatriotes qui pensent qu'ils ont toujours raison.

Il est vrai que le Congolais n'a pas l'apanage d'une telle attitude. Taine disait d'ailleurs : « si nous avions besoin de croire un jour que les crocodiles sont des Dieux, demain, sur la place du Carrousel, on leur élèverait un temple ». A quoi le psychologue Gustave Le Bon ajoute: « *Non seulement on élèverait un temple, mais le jour même une légion de professeurs et d'avocats subtils surgirait pour justifier cette déification par des arguments rationnels* ».

La raison s'est constamment mise au service des passions et des mythes : l'opinion la plus « affective » trouve toujours des justifications et des arguments intellectuels. S'organisant dans le discours par le discours, l'opinion, totalement inconsciente des ses sources mais très consciente de son expression, a pour but sa communication à autrui et la recherche de l'accord d'autrui. Par là elle se rationnalise nécessairement.

Plus on « tient » à une opinion, plus on juge que l'on a raison d'avoir cette opinion-là. D'éminents psychologues et sociologues affirment que les gens « *s'exposent au genre de propagande qui renforce leurs préjugés, même s'ils n'ont pas une conscience claire ni une volonté délibérée de le faire… et évitent de s'exposer aux informations qui ne s'accordent pas avec leurs opinions* ».

A l'exposition sélective et à la quête sélective d'information s'ajoute donc la « sélection active » dans toute information reçue, de certains « aspects » : « *on n'entend que ce que l'on veut entendre », les autres aspects étant l'objet d'un « rejet sélectif* ». Il est vrai pourtant que certaines personnes acquièrent des opinions après avoir reçu des informations sur des questions qu'elles ne connaissaient pas antérieurement; il n'en est pas moins vrai qu'un certain pourcentage de personnes ne modifie pas ses opinions quelles que soient la masse et l'intensité des informations contraires.

Ainsi comme nous venons de le voir, le refus d'avoir tort entraine l'individu à refuser certaines informations et même à nier la réalité. Mais nous pensons qu'un patriote digne de ce nom et de surcroit s'il s'agit d'un homme politique et donc d'un candidat potentiel à la gestion de la cité, doit se surpasser pour transcender tous ces pièges psychologiques.

Le patriote et l'homme politique doivent parvenir au stade de la maturité. Car la maturité est une ouverture maxima au réel et à autrui, une relativisation des opinions acquises, une plus grande objectivité et une plus grande liberté. Aux diverses déformations chroniques que nous faisons subir au sens des choses et des actes d'autrui, la maturité substitue une capacité de décentration qui nous permet d'approcher à la fois de l'objectivité, de la tolérance et de la compréhension d'autrui.

A l'apposé, l'imposition d'opinions, le changement forcé, le conditionnement des attitudes, ont pour objectif l'extinction du Moi comme liberté, la réduction de l'être humain à un automate, la destruction de la personne.

Germain Molingo

Infrastructures routières

LES TRAVAUX DU TRONÇON KINKALA-MINDOULI OFFICIELLEMENT LANCÉS

Après le démarrage des travaux d'aménagement et de bitumage du tronçon Kinkala-Mindouli, le Président de la République Denis Sassou N'Guesso a procédé le 26 juin 2015 à leur lancement officiel à Mindouli dans le département du Pool, avant de visiter le chantier d'une cimenterie en construction dans la même localité. Ce tronçon vient en continuité à celui de Nganga Lingolo-Ngambari, inauguré en 2010, l'un et l'autre, fruits de la coopération entre l'Union Européenne (UE) et la République du Congo. L'institution précitée était représentée par madame Saskia de Lang, ambassadeur, chef de la délégation.

La route Kinkala-Mindouli qui fait partie du corridor national reliant Brazzaville à Pointe Noire, prend son origine au niveau du rond-point de Ngambari, à la sortie ouest de Kinkala. Elle se termine à la sortie ouest de Mindouli, au croisement avec la route nationale n°1 menant vers Pointe-Noire et de la route nationale n°9 qui conduit à Kindamba.

Le démarrage des travaux remonte au 3 mars 2014. Ceux-ci portent sur les aménagements et les bitumages du tronçon Ngambari-Mindouli long de 53,775 km, de 3 km de voiries urbaines dans Mindouli et de la bretelle de raccordement reliant le village Missafou-gare avec la nouvelle route sur 1 km.

La durée contractuelle des travaux est de 32 mois à compter de la date de démarrage, soit jusqu'au 03 novembre 2016, pour un coût de 37.685.630.347 Francs CFA.

Ce financement provient d'une part de l'Union Européenne, à hauteur de 13.119.140.000 Francs CFA, dans le cadre du 10ème FED (Fonds Européens de Développement), et d'autre part du budget de l'Etat congolais, pour un montant de 24.566.440.347 Francs CFA.

Le marché pour la réalisation de ce chantier a été confié au groupement Razel-Dragage.

Au nombre des effets bénéfiques que produira cette route, on peut citer la facilitation des échanges de marchandises, la circulation des personnes, un meilleur accès aux services de base, la redynamisation des activités économiques y compris en milieu rural, le désenclavement des six villages situés au bord de ladite route, la réduction du temps de parcours. Jusqu'en 2012 en effet, il fallait 7 à 10 heures en saison des pluies et 3 à 4 heures en saison sèche pour parcourir les 56 kilomètres reliant Kinkala à Mindouli. Grâce au bitumage de ce tronçon, la durée du même parcours sera d'au plus 1h.

Comme l'a présentée le ministre des travaux publics et de l'équipement, Emile Ouosso, «*cette route est une composante du Plan National des Transports (PNT). Le présent projet intègre le Plan directeur consensuel des transports en Afrique Centrale (PDCT-AC), visant l'amplification du réseau routier, dans une perspective intermodale mer-rail-fleuve* », a-t-il déclaré.

Le couple présidentiel à la cérémonie de lancement des travaux

Celle-ci est un maillon important d'un des principaux corridors transafricains, celui qui relie Ndjaména à Windhoek. Elle est aussi le complément indispensable de la liaison Libreville-Dolisie-Brazzaville-Pointe-Noire.

Au jour du lancement officiel, l'état d'avancement des travaux se présentait comm suit : Travaux préparatoires, 87% débroussaillage et 90% décapage. En ce qui du terrassement, 40% de déblai et 40% de remblai. Sur 70 ouvrages hydrauliques (dalots) prévus, 35 sont terminés soit 50%. Les ponts sur les rivières Loualou, Nkamou et le pont ferroviaire sont en cours de travaux. Des expropriations sont déjà indemnisés à hauteur de 828.385.431 Fcfa sur un montant global de 1.794.389.369 Fcfa. Il reste à payer 966.004.369 Fcfa.

Pour garantir la pérennité de cet ouvrage, madame l'ambassadeur Saskia de Lang a annoncé la mise en œuvre en cours, d'un projet d'appui à la gouvernance et à l'entretien routier (PAGER) par l'Union Européenne et la République du Congo. Ce projet d'un montant de 6 milliards vise à améliorer la gouvernance dans le secteur des transports routiers par l'utilisation d'outils de planification, l'actualisation du Plan national des transports (PNT), l'amélioration des pratiques, les contrôles des usagers et des usages.

Le Chef de l'Etat après le premier coup de pioche

A travers la construction de la nouvelle route, madame l'ambassadeur de l'UE a souligné qu'il s'agit non seulement pour son institution de poursuivre la politique de désenclavement du département du Pool amorcée en 2009, mais également de renforcer son soutien à l'actualisation du PNT, afin d'accompagner le Congo dans son objectif de doter le pays d'un secteur de transport fiable, permettant de relier des zones d'acteurs et d'activités économiques.

Le lancement officiel de cette route est un événement qui a donné lieu à une forte mobilisation, des populations parties de plusieurs villages du district de Mindouli et même de celui de Kindamba. Pour la plupart, ce sont des membres et sympathisants des partis politiques qui ont pignon sur rue dans cette partie de la République. On a remarqué dans cette véritable marée humaine qui a déferlé sur les lieux de la cérémonie au quartier CPR, une forte représentation des partisans du RC, du PCT, du MCDDI, de la DRD, du PSVR, du PULP et de bien d'autres organisations comme le M2NR, arborant tee-shorts et pancartes, apportant leur soutien au Président de la République.

L'accomplissement de l'acte symbolique de lancement des travaux à bord d'un engin de génie civil, a été précédé d'un rituel de consécration du pouvoir traditionnel, effectué par des membres de la Cour du roi Makoko. Ils ont remis au Chef de l'Etat un tissu traditionnel de couleur rouge, une peau de panthère, une gibecière, un support ou ceinture du grimpeur de palmier et un tissu en raphia. Selon les explications des pourvoyeurs, ces objets symbolisent notamment la stabilité au pouvoir, l'influence, la sagesse et l'intelligence.

A cette occasion, le préfet du département du Pool, Jean Michel Sangha a exprimé la gratitude de ses administrés pour cette réalisation. Il a par ailleurs rassuré le Président de la République et l'opinion internationale, en ces termes : « *comme lors du premier tronçon, la jeunesse du Pool s'est appropriée ce projet et veillera à son exécution harmonieuse de jour comme de nuit* ».

Au cours d'une interview, le maire de la communauté urbaine de Mindouli, Jean Bosco Mahoungou s'est réjouit de ce que la construction de cette route mettra fin au calvaire de la population de cette contrée, subissant nuit et jour, les effets néfastes de la pollution de l'air, due à la poussière soulevée par de nombreux véhicules, surtout des gros porteurs partant de Pointe Noire à Brazzaville et vice- versa. C'est un véritable soulagement.

Avant de quitter Mindouli, le couple présidentiel a visité le chantier de construction de la cimenterie Diamond Ciment, un investissement d'un multi milliardaire nigérian. Cette usine dont la production initiale est prévue à 600.000 tonnes de ciment et se fixe pour objectif d'atteindre 1.000.000 de tonnes par année, pourra mettre son premier produit sur le marché courant premier trimestre de l'année 2016.

Après Mindouli, le Président de la République s'est rendu à Kinkala, chef-lieu du département du Pool, où il a eu le week-end dernier une rencontre citoyenne avec les sages, les notables et autres personnalités originaires de ce département.

Dominique Maléla,
envoyé spécial

Une population en liesse

Marée humaine à Mindouli

18ème Forum économique de l'Afrique gagnante

DENIS CHRISTEL SASSOU N'GUESSO SACRÉ MEILLEUR MANAGER AFRICAIN

Le Congo vient d'entrer par la grande porte au Forum économique de l'Afrique gagnante, grâce au président de la Fondation perspectives d'avenir. A la faveur de la récente édition 2015 tenue à Paris en France, Denis Christel Sassou N'Guesso a été sacré meilleur manager africain de l'année.

Tenue sous le thème «*l'Afrique économique à la croisée des chemins, le temps de l'Afrique ou comment vaincre la pauvreté*», l'édition 2015 du forum a décerné des prix à 100 personnalités africaines, sur la base des indicateurs de performance et de critères très rigoureux. Au nombre des distinctions, figurait le « *prestigieux oscar de l'excellence et de l'émergence des managers africains* », attribué à Denis Christel Sassou N'Guesso pour ses actions multiformes.

Le choix du récipiendaire a été justifié entre autres par son leadership, sa bonne gouvernance, ses résultats et sa position dans le microcosme économique national. Le jury et le comité d'organisation, présidé par Babacar Ndiaye et le président honoraire de la Banque africaine de développement, qui lui ont décerné le prix.

En réaction, Denis Christel Sassou N'Guesso qui a compris que c'est l'homme qui est la vraie et réelle ressource de la vie et non pas des ressources naturelles comme on nous le présente, estime qu'il faudra toujours investir dans l'homme, parce qu'il est le véritable moteur du développement.

Denis Christel Sassou N'Guesso recevant le prix

Pour lui, face à la constitution des grands blocs politiques et économiques qui naissent en Europe, en Asie, en Amérique latine, la survie de l'Afrique passe par des initiatives continentales, et non pas pâr des replis nationalistes comme on le constate trop souvent. Dans ce contexte, soutient-il, « *le récent accord de 26 pays africains visant à créer un marché commun qui va du Cap jusqu'au Caire est une nouvelle extrêmement réconfortante pour l'Afrique. Car, c'est à travers de telles initiatives et de telles organisations que le continent ira réellement vers l'émergence qui est devenue le crédo des chefs d'Etat africains* ». En décrochant cet oscar, le récipiendaire devient ainsi le premier Congolais dont les efforts sont reconnus par cette structure dont la notoriété et le prestige dépassent les frontières du continent.

Né des cendres du Club des managers africains, sous l'impulsion des chefs d'Etat de l'époque dont le sénégalais Abdou Diouf et Félix Houphouët Boigny, le Conseil international des managers africains, est un outil de promotion de l'excellence. Dans l'optique de renforcer la coopération sud-sud, d'une Afrique forte et gagnante, il encourage à travers le continent des fils et filles qui se distinguent dans le leadership et l'entrepreneuriat.

Un engagement social particulier

En rappel, Denis Christel Sassou N'Guesso a fait ses études secondaires à l'école militaire préparatoire général Leclerc. Il s'oriente dans les études juridiques à Bordeaux et Paris avant d'entrer dans le secteur pétrolier après ses études dans des académies spécialisées de Londres où il a fait ses débuts avec les plus grands négociants de l'or noir du monde. Il intègre la Société nationale des pétroles du Congo en 2001, dans sa branche commerciale de Londres, avant d'en être le responsable de négoce. Depuis 4 ans, il est directeur général adjoint de la Snpc, en charge de l'Aval pétrolier. Dès lors, la responsabilité sociale de l'entreprise et la justice économique sont érigées parmi les nouvelles règles de gestion de l'entreprise. C'est ainsi qu'il s'emploie à améliorer la responsabilité sociale de la Snpc en coopérant mieux avec les investisseurs étrangers, créateurs de la valeur économique locale.

Député d'Oyo, Denis Christel Sassou N'Guesso affronte les défis sociaux dans le cadre d'une nouvelle plateforme sociale, la Fondation perspectives d'avenir grâce à laquelle des actions multiples sont soutenues dans l'éducation et la santé au profit des couches sociales défavorisées. L'octroi des bourses d'études, l'organisation des campagnes gratuites de vaccinations, de soins ou la mise sur pied d'un hôpital mobile pour des soins de qualité gratuits qui sillonnera tout le Congo illustre bien que « le meilleur manager africain de l'année 2015 », est un homme qui se bat pour le bien être du plus grand nombre. « *Le don de la santé est celui de la vie, le don de l'éducation est celui des opportunités pour tous*». Ce sont les idéaux qu'il adopte comme les valeurs étendards de son action sociale et de son engagement politique.

Marlène Samba

Zone industrielle de Maloukou

VERS L'INAUGURATION DES SEIZE USINES FONCTIONNELLES

A la faveur de l'examen du projet de loi de finances rectificative exercice 2015, les députés membres de la commission Economie et Finances de l'Assemblée nationale ont effectué une descente le 20 juin dernier dans la zone industrielle et commerciale de Maloukou, à environ 72 km au nord de Brazzaville. Cette visite avait pour but de se fixer sur les besoins financiers exprimés par cette unité de production en vue de son inauguration.

Ces seize usines construites sont prêtes à fonctionner en dépit du défaut des voies d'accès dans l'enceinte de ce complexe et d'eau potable. Selon les l'informations recueillies sur le terrain, l'entreprise en charge de ces travaux fait face à un défaut de paiement.

« *Nous sommes bloqués par ces deux problèmes. Aussi longtemps que ces voies d'accès ne seront pas achevées, on ne pourra pas parler d'inauguration de la zone industrielle. Cela nous coûte énormément parce qu'on doit retenir près de 600 personnes pour entretenir les usines qui ne tournent pas* », a dit en substance José Veiga, directeur général d'Asperbas.

Complexe de Maloukou, un pôle économique important

Construit sur une superficie de 557.1270 m2, le complexe industriel de Maloukou compte entre autres des usines spécialisées dans la production de matériaux de construction. Très fonctionnelle aujourd'hui, elle reste néanmoins confrontée à l'épineux problème d'énergie, moteur de l'industrialisation. Parmi les usines visitées, il y a aussi celle qui fabrique les potablocs et les poubelles qui fonctionne 24/24. Bien d'autres fonctionnent pendant huit heures. A la fin du mois d'Août le problème d'eau sera réglé. Pour approvisionner toute la zone industrielle actuellement quatre réservoirs de 5 millions de litres sont utilisés. Il ne manque plus que l'électricité. A ce jour, ce sont les générateurs d'électricité qui font fonctionner les usines. C'est un manque à gagner pour nous a déclaré José Veiga. Dans cette première phase, ce complexe a environ 3.000 emplois directs et 10.000 emplois indirects avant la mise en service de la zone d'expansion. A terme, il est prévu la création de 10 à 13.000 emplois.

Doter le complexe industriel et commercial d'un cadre légal

Au terme de cette visite guidée, le président de la commission économie et finances, Maurice Mavoungou a déclaré que les députés envisagent de doter cette zone industrielle de Maloukou d'un cadre légal de sorte que celui-ci génère des revenus à l'Etat, unique investisseur. Avec des aménagements de l'ordre de 300 milliards F CFA, les seize unités de production ont du mal à entrer en phase effective. Cependant, il est possible de rentabiliser seize usines en quatre ans grâce à la législation. Au début. Il faut d'abord travailler pour le marché local. Le parlement et le gouvernement doivent mettre en place des lois, des taxes pour empêcher que les produits de mauvaise qualité soient importés afin de consommer le made in Congo. Il faut réduire les coûts pour que n'importe quel Congolais ait la possibilité de construire à moindre frais José Veiga qui a une longue expérience dans ce domaine renchérit en ces termes :

La délégation pendant la visite

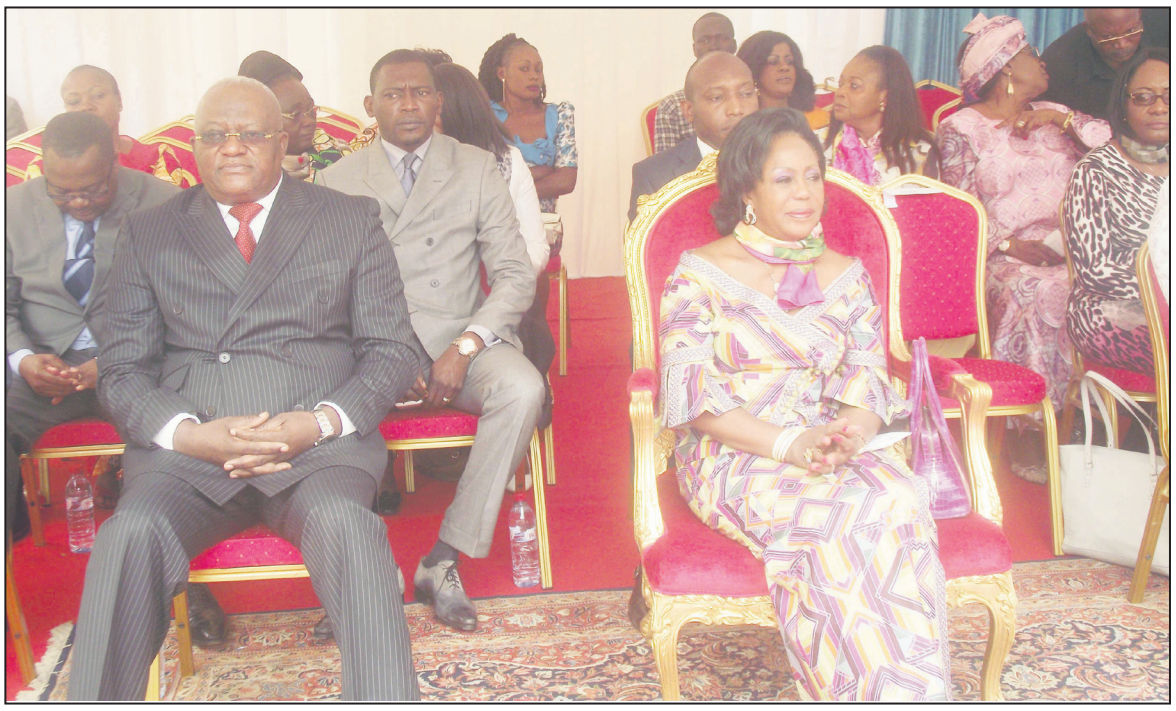
« *Il faut empêcher que le matériel soit importé pour que les sociétés aient pour sources d'approvisionnement les usines locales* ». A ce sujet, pour le président de la Commission Finances de l'Assemblée nationale, l'Etat devra créer une société nationale de patrimoine et une société d'exploitation qui mettront en place des conventions avec des partenaires pour gérer le patrimoine matériel. « *Depuis quelque temps, il a résolu de se désengager des secteurs dits concurrentiels, mais nous n'avons vu une volonté des opérateurs économiques s'impliquer dans l'industrialisation. Il nous paraît utile que l'Etat soit le moteur en matière d'industrialisation et ensuite les mécanismes seront mis en place de façon à ce que la gestion ne soit pas nécessairement assurée par l'Etat, poursuit-il avant d'affirmer qu'il n'a pas jusqu'alors le légiféré sur les zones économiques spéciales. Nous avons donné le montant approximatif des investissements. Il faut les rentabiliser. Cela recommande une gestion rigoureuse contrairement à la gestion d'hier que nous avons tous décriée. Il doit y avoir un retour sur investissement de façon à ce que l'argent alloué ne soit pas perdu»,* a conclu Maurice Mavoungou.

Bertin Ekani

Sensibilisation sur la drépanocytose

LE DÉPISTAGE PRÉCOCE AU CENTRE D'UNE CAMPAGNE

La journée mondiale de sensibilisation sur la drépanocytose, célébrée à la date du 19 juin, a été placée cette année sous le thème : «la drépanocytose, une maladie génétique qui peut être maitrisée si elle est dépistée précocement ». A cette occasion, l'épouse du Président de la République, Présidente de la Fondation Congo Assistance, qui a patronné cette cérémonie, a lancé le 25 juin 2015, la campagne nationale de sensibilisation et de dépistage de cette maladie prévue pour plus de dix jours, à travers la vaccination et la distribution de médicaments à un échantillon d'enfants.



Le ministre Léon Alfred Opimbat et l'épouse du Président de la République

Ce lancement s'est effectué au cours d'une cérémonie, organisée au Centre national de référence de la drépanocytose, qui porte le nom de la première dame du Congo, qui durant des années n'a ménagé aucun effort pour sortir cette maladie de l'anonymat.

En sa qualité de marraine de l'organisation internationale de lutte contre la drépanocytose, elle a plaidé jusqu'au point d'obtenir la célébration en 2009, de la première journée mondiale de sensibilisation sur la drépanocytose, au siège des Nations Unies à New York. Grâce à ce même plaidoyer, l'Assemblée Générale des Nations Unies a unanimement élevé cette maladie, au rang de problème majeur de santé publique.

Le gouvernement lui a témoigné toute sa gratitude, à travers un message lu par le ministre des sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat, en lieu et place du ministre de la santé et de la population. « *Le Centre national de référence de la drépanocytose qui porte son nom est une marque de reconnaissance, à juste titre, du gouvernement à son égard, pour son plaidoyer en faveur de cette maladie génétique* », a relevé l'orateur.

Pour l'édition 2015, cette journée porte sur le dépistage précoce de la drépanocytose.

A cette occasion, l'épouse du Chef de l'Etat, après avoir administré le vaccin à quelques enfants, s'est adressée aux nombreux parents qui ont accompagné leurs enfants présentant cette pathologie. Elle a notamment présenté les multiples avantages du dépistage précoce, au nombre desquels : la limitation des formes totales, le dépistage des couples à risques, la prise en charge tôt des malades afin de réduire le poids de la morbidité et de la mortalité, la maîtrise des complications durant les six premières années de l'enfance.

La première dame pendant la vaccination

Le représentant du gouvernement à cette cérémonie a indiqué dans son allocution, que la lutte contre la drépanocytose est également facilitée par le volet prévention. Il a par ailleurs annoncé le lancement simultané à Brazzaville et à Pointe Noire sous l'autorité de la présidente de Congo Assistance, d'une vaste campagne.

Celle-ci portera sur les actions telles : sensibilisation et information sur la drépanocytose ; dépistage chez les nouveaux nés et les femmes enceintes dans les centres de santé ; vaccination contre le pneumocoque, un microbe redoutable et mortel au cours de cette maladie. La vaccination contre ce microbe permet de réduire les risques d'infection. Dans ce cadre, il sera donné gratuitement aux malades, de l'acide folique pour la reconstitution du sang détruit par cette maladie.

Mettant à profit cette célébration, le gouvernement a délivré un message de mobilisation à l'endroit des parents, des couples, des étudiants et élèves de se faire dépister. « *Ce dépistage qui intervient bien qu'après l'enfance, se fera à travers une simple prise de sang ; il permettra de connaître si on porte le trait S afin que des mesures de prévention ou de prise en charge soient prises*», a expliqué l'orateur.

Le message du gouvernement et la sensibilisation de la première dame du Congo ont rassuré les patients en ces termes : la drépanocytose n'est pas une maladie mystique, mais plutôt une maladie héréditaire. On peut y vivre avec et avoir des enfants. L'espoir est donc permis.

La drépanocytose est un véritable problème de santé public, comme le démontrent ces chiffres. Dans le monde, plus de 50 millions de personnes sont touchées par cette anémie falciforme, une maladie héréditaire non contagieuse due à une anomalie de l'hémoglobine. Elle cause plus de 200.000 décès chaque année. Le nombre de porteurs sains dans le monde est estimé à 100.000 personnes et 500.000 nouveaux cas atteints de la drépanocytose naissent chaque jour.

Selon les dernières enquêtes étymologiques menées au Congo, sur une population de quatre millions d'habitants, 25% de la population soit un million de personnes sont porteurs du trait drépanocytaire et 2% sont effectivement malades.

D.M.

Santé

NECESSITE DE POURSUIVRE LA SENSIBILISATION DE LA POPULATION SUR LA LUTTE CONTRE EBOLA

Le gouvernement congolais par le biais du ministère de la santé et de la population et celui de la communication et des relations avec le Parlement en partenariat avec l'UNICEF, ont convenu, à travers un accord, de poursuivre la sensibilisation de la population congolaise sur la lutte contre le virus Ebola, maladie dangereuse et très contagieuse, se manifestant entre 2 et 21 jours après la contamination.

Dans ce cadre, le directeur de cabinet du ministre de la communication par intérim, M. Martin Songa, a invité, le 19 juin dernier à Brazzaville, la presse congolaise lors d'une communication sur la pandémie à s'impliquer dans ce combat, surtout dans la diffusion gratuite des supports (émissions, spots, magazines et autres actions y afférents).

En effet, les deux parties entendent organiser, dans les tout prochains jours, une campagne de sensibilisation pour laquelle une forte médiatisation est souhaitée, afin d'atteindre la majorité de la population, a annoncé M. Songa, qui a insisté sur l'implication de la presse en vue de la réussite de cette activité. Il a salué ce protocole d'accord, moyen de mutualiser les efforts des partenaires au développement et du gouvernement dans la recherche des solutions susceptibles de conscientiser la société, de la conduire au changement de comportement et d'éradiquer la maladie.

Au cours de sa communication, le directeur de l'hygiène publique, M. Lambert Kitembo, a mis l'accent sur l'intérêt de ce protocole de partenariat UNICEF-Airtel-gouvernement, visant la protection et le bien-être de la population qui n'est pas à l'abri de cette maladie qui refait surface en Afrique de l'Ouest avec la déclaration de quelques cas en Sierra Léone.

Aussi a-t-il demandé à la presse de s'approprier des éléments nécessaires pour bien faire le relais des informations, en l'occurrence la médiatisation des opérations de terrain. L'objectif étant d'amener les habitants à acquérir des comportements capables de lutter contre Ebola.

De son côté, la représentante adjointe de l'UNICEF au Congo, Mme Christine Nare Kabore, a déclaré que la presse reste l'acteur de première ligne de cette stratégie mise en œuvre actuellement dans le pays, sollicitant ainsi le dévouement de tous, notamment des médias pour qu'il n'y ait plus jamais de cas d'Ebola au Congo.

En outre, pour permettre à la presse de mener à bien cette tâche, une formation lui est prévue sur les signes, le mode de contamination et les mesures de prévention de la maladie qui, jusqu'alors, n'a ni vaccin, ni traitement. Cependant, si le malade bénéficie tôt d'une prise en charge, il peut augmenter ses chances de guérison.

Parmi les symptômes de la maladie, on peut citer : diarrhées, hoquets, perte d'appétit, fatigue intense, éruptions cutanées, douleurs abdominales, nausées et vomissements, fièvre et maux de tête, difficulté à avaler ou respirer, douleurs musculaires ou articulaires, saignement au niveau des gencives, des yeux, du nez, des oreilles, de l'anus et parfois des voies respiratoires.

Cette maladie se transmet d'une personne atteinte d'Ebola à une autre par contact direct avec les fluides corporels : le sang, les vomissements, les urines, les selles, la salive, le sperme, les sécrétions vaginales et la sueur. La contamination de ce virus se fait également par contact direct avec des animaux de brousse contaminés morts ou vivants, en particulier le singe et la roussette, rappelle-t-on.

G.N.

PRIVAT FRÉDÉRIC NDÉKÉ FLUIDIFIE LA CIRCULATION À TALANGAÏ

C'est sous le sceau de « l'opération fongola nzela» entendu «libère la voie», que l'administrateur-maire de Talangaï s'active depuis le 25 juin dernier à une grande manœuvre pour enlever tous les obstacles sur les voiries urbaines de son arrondissement. L'objectif est de mieux garantir la libre circulation des personnes et des biens, dans cet arrondissement où il n'est pas rare qu'un citoyen obstrue arbitrairement une artère privant ainsi les autres de leur liberté d'aller et venir.

Privat Frédéric Ndéké sur le terrain

A la tête d'une équipe de 13 personnes, hormis les chauffeurs, tâcherons, ouvriers et bénévoles, Privat Frédéric Ndéké se lance dans le combat pour la libre circulation des personnes et des biens à Talangaï. Pour mener à bien cette ambition, le maire de l'arrondissement 6 s'est doté d'un matériel conséquent acquis en partie auprès des autres mairies de Brazzaville ou des entrepreneurs de travaux publics comme Sgec. Des niveleuses, des bennes, des chargeurs et des tricycles.

Fongola nzela consiste à enlever les obstacles naturels ou posés expressément par des citoyens dans les rues et les avenues de l'arrondissement 6, qui contrarient la libre circulation des personnes et des biens. Les multiples rappels à l'ordre et l'approche pédagogique observée jusque-là n'ayant pas donné des résultats à la dimension des attentes des usagers et des ambitions de l'administrateur-maire, Privat Frédéric Ndéké s'est vu dans l'obligation « de prendre ses responsabilités », tant les comportements déviants sont observés et la récidive permanente.

La situation est devenue intenable depuis la fermeture de l'avenue principale qui traverse l'arrondissement, en raison des travaux de construction du viaduc Talangaï-Kintélé et de l'échangeur à hauteur du rond-point Keba na virage. Des embouteillages entre l'hôpital de référence et le marché de Talangaï sont devenus insupportables. Dans ces conditions, *«les voies secondaires doivent permettre la fluidité de la circulation*». Malheureusement, constate le maire, la plupart de celles-ci sont volontairement obstruées par les populations. Un tel comportement qui constitue «*une violation flagrante de la liberté de circulation est intolérable*».

D'où le déclenchement de cette opération qui consistera à déguerpir les objets osbstruant les voiries urbaines de Talangaï. Cette phase se complète par celle relative au nivèlement desdites voiries et à l'interpellation des auteurs.

L'exécution de l'opération «Fongola nzela»

A cet effet, les mares d'eau sont asséchées, les troncs d'arbres placés dans les rues pour empêcher les véhicules d'emprunter la rue sont enlevés, le sable, la gravier et autres matériaux de construction abandonnés sur la voie publique sont déplacés. Cette étape est suivie par le passage d'un coup de pelle avant d'aménager la voie en y posant une couche de tout-venant. Au premier jour, le tronçon des rues Ndolo, Saint Paul ou Mon pays situé entre l'avenue Marien Ngouabi et l'avenue terre jaune ont été aménagés.

L'opération lancée le 25 s'étendra de manière cohérente et méthodique à l'ensemble des quartiers. Mais, l'ambition nourrie par Privat Frédéric Ndéké, bien qu'appréciée par la population, pourra connaitre une suite décevante si un appui particulier des pouvoirs publics et autres partenaires tarde à venir. Comme lui, les populations de Talangaï espèrent que des âmes sensibles et l'Etat seront promptes pour qu'il n'y ait ni retrait d'engins prêtés, ni rupture de stocks de carburant et forfait pour encourager les tâcherons et autres volontaires.

Henriet Mouandinga

PARADOXES

◆A la fois taximan et policier

Fait inédit la semaine dernière au croisement des avenues Reine Ngalifourou et Jacques Opangault. Un embouteillage monstre empêche les véhicules de circuler. Des voix s'élèvent. Des conducteurs échangent des propos indécents qui indisposent les personnes âgées. Soudain, un taxi immatriculé 102 KN 4 qui vient de sortir du bouchon s'élance sur Reine Ngalifourou. Pas pour longtemps, puisqu'il se heurte à un alignement d'autres taxis bloqués par un autre embouteillage sur la même avenue. Alors, son conducteur ouvre sa portière, se met debout et utilise un sifflet sorti d'une des poches de sa chemise. Les autres taximen qui ne le voient pas s'écartent pour le laisser passer, avant de réaliser qu'il ne s'agissait pas d'un policier, mais de leur propre collègue. Imaginez que chaque taximan dispose d'un sifflet…

◆Une demi-victoire à Djiri

Le ministère des affaires foncières a arrêté les activités d'une unité industrielle polluante à Djiri. La fabrication ou le rechapage par des techniques approximatives de pneus par un ressortissant chinois a été stoppée net. Ouf ! Il était temps. Les odeurs émanant des fourneaux qui incinéraient la matière première avaient transformé la banlieue brazzavilloise en une décharge publique. Mais, pour ses habitants, il s'agit d'une demi-victoire.

A des heures déterminées de la journée, Djiri, est enveloppée par une fumée opaque découlant d'une autre activité industrielle. Une partie de la RN2 et les habitations jouxtant une certaine fonderie sont totalement inondées par cette fumée qui se répand sur tout le village et les environs (académie militaire, nouveau stade olympique, Kintélé village, école de football…). Il est vrai que les émanations toxiques découlant de la fabrication des pneus sont très nocives pour la santé.

De même, les gaz et les fumées de l'autre usine qui infiltrent les habitations et les poumons des paisibles populations, nuisent tout autant à leur santé.

◆Vœu exaucé sur la route Nkombo/Moukondo

Enfin, Le journal Le Patriote a été entendu. Les nids de poule qui commençaient à devenir des pièges mortels pour les usagers à Brazzaville vont être bouchés. Dans les arrondissements et surtout sur la route Nkombo/Moukondo, ils vont donc être colmatés. Les services compétents ont certes mis du temps pour le faire, mais ne dit- on pas : mieux vaut tard que jamais !

Seulement voilà ! La localisation et le curage technique des nids semblent perdurer avant le colmatage. Les nids largement ouverts risquent de créer des soucis supplémentaires aux conducteurs de véhicules, surtout les néophytes qui s'y engouffrent par inadvertance. Il s'agit donc de faire vite sans bâcler les travaux. Autre chose, il faudra également revoir le problème de l'éclairage public le long de la route Nkombo/Moukondo à quelques trois (3) mois du démarrage des 11èmes jeux africains.

◆Pédophile incarcéré

Les adeptes de Bacchus apprécient les vieilles outres. Elles contiennent de bons vins, disent- ils. A l'opposé, les hommes pervers affectionnent les petites filles, pour leur plastique fraîche. Tenez ! Franchnel, un enseignant d'un établissement scolaire dénommé : « l'école des cadres de demain » située à Ouenzé, a violé une fillette de neuf (9) ans.

L'acte odieux a été commis le 9 juin dernier dans l'enceinte de l'établissement scolaire, au grand étonnement de ses collègues et de la direction de l'école. Jusqu'à ce jour, ils se demandent quelle mouche a piqué Franchnel pour bondir sauvagement sur une élève qui lui avait toujours voué respect et considération.

Actuellement, le pédophile, incarcéré, passe à la maison d'arrêt de Brazzaville, des vacances particulièrement ennuyeuses, mais pédagogiques. Il attend d'être présenté devant un juge.

◆Quel bon voisinage !

Pierre et Julie forment un couple qui a engendré de grands enfants dans un quartier de Brazzaville. Dans la rue « Tembe na ba mbanda », ils cohabitent avec le couple Bananga situé en face de leur parcelle. Mais pour sceller correctement les liens de bon voisinage, M. Bananga, pourtant marié, sort Julie, l'épouse de son voisin Pierre. Leur idylle, donne des insomnies à Pierre qui manque de preuves pour la dénoncer publiquement. Il arrive même que les deux amants se rendent à Cotonou, à l'insu de leurs conjoints respectifs pour savourer leur adultère.

Informée par la clameur publique, Mme Bananga aborde Julie et l'accuse de voleuse de son mari. Julie se braque et rejette l'accusation qu'elle qualifie d'infondée. La tension envenime les relations entre les deux femmes qui se regardent désormais en chiens de faïence. Mais comme on le dit souvent, neuf (9) jours pour le voleur, un jour pour le propriétaire. La semaine dernière, M. Bananga se retrouve dans un hôtel avec la femme de son voisin.

Malheureusement, celle-ci est foudroyée par une crise cardiaque. Paniqué, M. Bananga et un employé de l'hôtel conduisent Julie au CHU ou la mort est constatée. Quand Pierre le mari arrive sur les lieux, il n'a qu'une phrase à l'endroit du corps de son épouse : « Ma chérie, tu as souvent nié cette affaire. Où en sommes-nous aujourd'hui?». Entretemps, M. Bananga s'est éclipsé sur la pointe des pieds pendant que le corps de Julie était conduit à la morgue. ❐

Transports publics urbains à Brazzaville

LA STPU SOUS LA MENACE DES DÉLINQUANTS SUR LA LIGNE NGAMAKOSSO

La mise en circulation des autobus de la société des transports publics urbains soulage les peines des brazzavillois qui ont vu leurs conditions de déplacement s'améliorer du jour au lendemain. A moindre frais et en toute dignité, ils vont et viennent d'un point à un autre de la ville. Fini donc les tracasseries consécutives au phénomène des « demi-terrains » fondé sur l'exploitation fantaisiste du réseau urbain, au travers des itinéraires morcelés selon l'humeur des contrôleurs et conducteurs des minibus privés. Mais, c'est la peur au ventre que les agents de la STPU desservent la ligne Djiri-Ngamakosso du fait des comportements barbares observés quotidiennement : violence verbale, menaces à l'arme blanche, tentative de sabotage des équipements, non-respect de la discipline imposée aux usagers...

Les faits rapportés par les conducteurs, encaisseurs et autres agents de la STPU laissent pantois ceux qui se préoccupent de l'avenir du Congo, heurtent les consciences vouées au développement de leur pays. Les témoignages rendus par d'autres usagers choquent les esprits lucides en même temps qu'ils indignent ceux qui appelaient de leurs vœux, l'avènement d'un service de transports efficace à Brazzaville. En effet, de jeunes gens des zones périphériques de Ngamakosso, usagers des bus de la STPU, menacent régulièrement de brûler ces véhicules ou d'arracher les divers équipements de navigation au motif que ce serait « des biens de l'Etat ». Drôle d'argument. Au regard de l'environnement national désormais anomique et violent, les mots ne suffisent plus face à ces comportements déviants entretenus par ces jeunes d'autant plus que la logique d'imposition des normes d'une société est retenue à l'égard de tous les individus qui la composent.

N'est-ce pas trop tôt d'oublier ce que représentait l'offre des transports urbains à Brazzaville depuis la faillite de l'ex-STUB, voici environ 27 ans ? Point n'est besoin de rappeler les difficultés de transport qui ont longtemps porté préjudice aux administrations publiques et privées, souvent sans moyen de transports collectifs pour les travailleurs. Chacun se souvient de la pénibilité de la mobilité des populations à Brazzaville et à Pointe-Noire où se déplacer des quartiers périphériques généralement peuplés vers le centre-ville où se concentre l'essentiel des services administratifs et des affaires ressemblait au chemin de croix.

Pendant de longues années, comme dans la plupart des villes africaines, la problématique des transports publics a constitué une grande préoccupation pour les pouvoirs publics et les populations. La première des causes du problème étant sans conteste la forte pression démographique qui s'accompagne d'une croissance accélérée de l'urbanisation qui, elle-même se traduit par une augmentation des besoins de mobilité et un allongement des distances d'un point à un autre de la ville.

A contrario, on a noté une nette faiblesse, voire une absence notoire du cadre institutionnel et règlementaire régissant les transports urbains dans les deux villes capitales. La multiplicité des acteurs et des niveaux d'intervention a créé de nombreux dysfonctionnements, lesquels bloquent toutes les initiatives prises en vue de juguler le mal. En témoigne l'échec des lignes d'exploitation fixées par la mairie de Brazzaville il y a peu, espérant résoudre le problème des itinéraires fantaisistes. L'échec de cette démarche a été cuisant, malgré la présence des policiers aux arrêts de bus. De même, la cohabitation de plusieurs modes et types d'exploitation ne répondant pas aux mêmes objectifs et critères, a entrainé une désorganisation du marché des déplacements, une dégradation de la qualité des services et une concurrence déloyale, voire sauvage entre les exploitants du réseau urbain. Ainsi, l'autorité publique, principal agent régulateur du système s'est retrouvée complètement désarmée face à ces exploitants dont le seul souci est le profit et le surprofit, jamais le service public.

La vétusté des moyens de transports, la dégradation des infrastructures et le non-respect des normes d'accueil dans ces véhicules de fortune ont aggravé le drame des citoyens qui paient très cher leurs déplacements, parfois au prix de leur vie, en empruntant des véhicules souvent hors d'usage, parfois sans frein et non-assurés...

L'absence des moyens de transports à forte capacité exercés d'assurer un service collectif de masse face à une demande potentielle considérable, exclut une partie de la population des moyens de transport confortables. Il n'est pas rare de voir des transporteurs indélicats s'organiser et inventer des solutions adaptées aux conditions des quartiers reculés où les taxis et bus conventionnels n'arrivent jamais. Parfois, ce sont des pick-up qui sont usités comme moyens de transport où femmes, enfants et personnes âgées s'entassent comme des sacs dans leurs déplacements.

D'aucuns s'accordent à penser que la problématique de la mobilité urbaine ne doit plus être négligée, puisque les transports urbains accompagnent le développement et la vie quotidienne, permettent la mobilité des populations vers les centres économiques et autres lieux de production des biens matériels et intellectuels.

De ce fait, ils constituent des vecteurs de production de richesse. Comportant plusieurs facettes et concernant des acteurs multiples, ce secteur appelle à la responsabilité des pouvoirs publics sans laquelle, toute solution risque d'être aléatoire ; il en est de même pour le cycle de la production de la richesse.

Autant de défis qui ne pouvaient trouver leurs solutions que dans le cadre d'une vision clairement définie du développement des transports publics au plan national. C'est dans cet état d'esprit que le gouvernement a créé la Société des transports publics urbains (STPU), active depuis le 8 juin 2015, pour ce qui est de Brazzaville.

Jules Débel

Océan du Nord

Pour tous vos déplacements sur l'axe Nord jusqu'à Ouesso par route.

Exigez Océan du Nord qui dessert Boundji , Ewo et Kellé tous les mardi, jeudi et samedi

A bord de ses luxueux bus, vous effectuez un excellent voyage.

RESERVATIONS

24h00 avant le voyage

CONTACTS

05 521 76 78 / 06 628 88 33
ou au 22 de la rue Bouenza,
face CEG de la Liberté
Talangaï - Brazzaville

Océan du Nord

6ème journée paramédicale au CHU

«L'ACCUEIL DU MALADE EST LE PREMIER SOIN POUR LE GUÉRIR»

déclare le Pr Honoré Ntsiba

Le Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville a organisé le 26 juin dernier dans la capitale congolaise sa 6ème journée paramédicale dont l'objectif est d'augmenter les performances du personnel soignant sur le thème : « *les actes infirmiers pour l'amélioration de l'offre de soins* ».

Les travaux de cette journée scientifique animée par des spécialistes en médecine à l'intention des paramédicaux venus des différents départements du pays et de Brazzaville, ont porté sur « *le plan des soins avec la nouvelle technique d'apprentissage*», « les rôles d'un surveillant de service », «*l'exercice de la profession infirmière au Congo-Brazzaville* », « *rôle et place des gants dans la pratique des soins* ».

A cette école du savoir, presque tout a été mis à la disposition de ces hommes et femmes à la blouse blanche pour se perfectionner à partir des exposés-débats qui leur ont permis d'être édifiés également sur « *la place de l'infirmier du Chu dans les analyses biomédicales*», «*le rôle propre de l'infirmier* », «*la transmission des consignes entre deux équipes de soins*», « *la gestion des déchets hospitaliers*», ainsi que « *l'évaluation des soins pré et post-opératoires*». Le professeur Honoré Ntsiba, directeur des affaires médicales, en ouvrant les travaux de cette journée au nom du directeur général du CHU empêché, a signifié aux participants que le personnel médical ne doit jamais perdre de vue que l'hôpital est créé d'abord pour le malade qui est au centre de tout. « *S'il n'y avait pas de malades, il n'y aurait pas d'hôpital et donc pas de personnel soignant*», a-t-il rappelé aux paramédicaux, avant de les exhorter à être disponible, modeste, humble, à l'écoute du malade, présent et responsable devant les actes de tous les jours dans leurs lieux respectifs de service pour le bien-être de la population.

« *Le meilleur rendement d'un établissement de soins ou de santé est conditionné tous les jours par l'observance des bonnes pratiques des actes*», a poursuivi le professeur Ntsiba, en soulignant que soigner signifie plusieurs choses : « *le savoir-faire et surtout le savoir être, autrement dit, l'accueil qui constitue le premier soin que nous donnons à nos patients qui arrivent dans nos centres de santé* ».

Ce premier soin guérit déjà le malade de 30%, a fait savoir l'orateur, paraphrasant ainsi le professeur Christophe Bouramoué : « *Lorsque le malade a vu le médecin ou le personnel soignant, à 30% il se sent déjà mieux, et s'il était dyspnéique, sa fréquence respiratoire qui était de 30 se retrouve déjà à 20 après avoir été en contact avec le personnel soignant* ».

G.N.

Elan de charité d'Aimé Bémbé

DU MATÉRIEL DE COUTURE POUR FORMER LES FILLES-MÈRES

La Fondation Willy Ondzé, à travers l'Association des messagers et défenseurs de la paix au Congo (AMDPC), a reçu le 21 juin 2015 à l'école Pierre Nzoko, ex Saint Vincent B à Poto-Poto, un don constitué de cinquante (50) machines à coudre, des appareils de broderie, des fers à repasser, chaises, et autres accessoires usités dans les ateliers de couture. M. Aimé Bembé, président d'honneur de l'association précitée en est le donateur.

Aimé Bembé en compagnie des filles-mères

Cette dotation permettra à cette fondation de prendre en mains les jeunes filles-mères, particulièrement celles de Poto-Poto. L'activité intègre à juste titre les objectifs de la Fondation. Cependant, limité par les moyens, cet objectif était jusque là resté au simple niveau de l'intention. Comme l'a reconnu le Président de ladite Fondation M. Willy Ondzé : « grâce à cet apport combien important, ce qui était pour nous une impossibilité est devenu une réalité ».

Nanti de ce matériel indispensable, la Fondation Willy Ondzé peut enfin, selon son président, œuvrer pour l'encadrement de la jeune fille- mère. Le moment est venu de l'aider à se prendre en charge, la doter des capacités de donner une bonne éducation à sa progéniture, l'éloigner d'un certain nombre d'anti valeurs, grâce à l'activité socio économique que peut générer cette formation.

Couturier de carrière, M. Willy Ondzé organisera des séances d'apprentissage qui regroupe-ront cinquante jeunes filles par promotion. Cet apprentissage durera trois mois. Les bénéficiaires pourront par la suite se regrouper en coopératives ou oeuvrer en solitaire.

Selon le président de l'AMDPC, Romuald Tchicambou alias (Moubenda), son association entend étendre son action jusqu'à l'insertion de ces jeunes filles-mères dans le monde du travail, une fois leur formation achevée.

Le pourvoyeur de ce don, M. Aimé Bémbé, un natif de Poto-Poto qui a débuté sa scolarité à Saint Vincent B, a expliqué en ces termes, le sens de son geste, qui n'est d'ailleurs pas le premier: « Le Congo n'est aussi grand que lorsque tous les Congolais le sont, en retrouvant leur dignité dans la paix. Si le Président Denis Sassou N'Guesso a fait de la paix un leitmotiv en faisant taire les armes, il revient à l'ensemble des Congolais de cultiver cette paix dans toute sa composante. Chacun, à quel niveau qu'il soit, doit accompagner le Président de la République dans la consolidation de cette paix ». Si le projet qui lui a été présenté par la Fondation Willy Ondzé a été éligible à ses yeux sans hésitation, c'est en raison de la pertinence du problème posé par son initiateur, qui méritait une solution qui n'est toujours pas du ressort de l'exécutif. Il s'est appuyé sur le fait que « lorsqu'une jeune fille-mère n'a pas de quoi se nourrir…, celle-ci ne peut dire qu'elle est en paix ».

Willy Ondzé réceptionne le don

En tant que citoyen de ce pays, formé également à l'école Général Leclerc puis en Europe jusqu'à devenir docteur pharmacien-biologiste grâce aux contribuables, il se sent interpellé par cette dette sociale, d'où l'obligation pour lui de la rendre.

C'est le sens des multiples dons qu'il fait depuis quelque temps.

Dominique Maléla

Baccalauréat général annulé

L'APEEC ATTEND LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Tout le monde sait que l'annulation des épreuves du baccalauréat de l'enseignement général session de juin 2015 pour fraudes massives, a créé la désolation dans tous les compartiments de la société congolaise. Des voix se sont élevées dont celle de l'Association des Parents d'Elèves et Etudiants du Congo (APEEC) qui, comme cela relève justement de son droit, interpelle autant le gouvernement que les parents et élèves pour que cette dérive dépassant l'entendement ne se répète plus dans le système éducatif.

Dans une déclaration qu'elle a publiée à ce sujet à Brazzaville, l'APEEC a félicité le professionnalisme dont ont fait preuve les services spéciaux de renseignements et de sécurité qui se sont impliqués pour éviter au pays la décrédibilisation de son système éducatif, et partant de son premier diplôme universitaire qu'est le baccalauréat. Elle demande au gouvernement de diligenter les enquêtes fines de police aux fins d'établir les responsabilités des différents intervenants dans la chaîne préparatoire des épreuves du baccalauréat, et d'infliger des sanctions sévères allant du sommet à la base en évitant de ne sacrifier que des lampistes.

Pour l'association parentale, il s'agit de faire rechercher par les services spéciaux d'intelligence et contre intelligence du Congo et Interpol au niveau international, ces véreux ou pourfendeurs du Congo qui ont opéré sur la toile (Net) en plaçant toutes les épreuves du baccalauréat général session de juin 2015 au Congo, quitte à susciter l'auto saisine des juridictions compétentes. Dans le cadre des futures réformes à mener dans le système éducatif, l'APEEC a recommandé au gouvernement, la délocalisation à l'intérieur du pays et non à Brazzaville, du centre de tri, de sélection et de duplication des sujets d'examens d'Etat, avec possibilité de mise au vert des sachants sélectionnés à partir d'un critérium comprenant la probité morale éprouvée.

La déclaration de l'APEEC signée par son président national, M. Christian Grégoire Epouma, appelle les parents à la responsabilité, à la conscientisation et à la maîtrise de leurs enfants face aux comportements déviants, notamment en les conseillant de laisser à domicile leurs appareils électroniques de communication durant les jours de déroulement des épreuves de remplacement du baccalauréat général qui démarreront le 7 juillet et du Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC), le 21 juillet prochain.

A l'endroit des élèves eux-mêmes, l'APEEC leur a fait comprendre que cette décision gouvernementale d'annuler les épreuves du Baccalauréat, a été une chirurgie plus que nécessaire pour extirper la gangrène et garantir leur avenir universitaire afin qu'ils deviennent des cadres affirmés, voire confirmés du pays. Il suffit simplement de se reconcentrer, car la capitalisation des neuf mois d'études ne leur fera pas rater l'examen, à la condition de compter sur soi-même, en évitant plus les «pseudos laboratoires » ou les réseaux sociaux, poursuit la déclaration de l'APEEC, recommandant aux candidats de se mettre à l'abri de toute manipulation et instrumentalisation politicienne que l'on qualifierait de « main noire ».

« *Plus d'un patriote se demande à quelle fin, pour quel intérêt inavoué placer toutes les épreuves d'un examen d'Etat sur la toile, si ce n'est de nuire et hypothéquer l'avenir de toute une génération ?* », s'est indignée l'association parentale.

A ce sujet, elle invite la communauté éducative nationale à réunir cette fois-ci toutes les conditions idoines de préparation et de déroulement des épreuves des examens d'Etat, à savoir le baccalauréat de l'enseignement général et le BEPC, ainsi que la publication à bon délai des résultats desdits examens.

Gulit Ngou

NIGHT CLUB Vertu

La Direction du Night Club VERTU a le plaisir d'informer son aimable clientèle qu'elle y trouvera désormais des chambres bien climatisées. Une opportunité exceptionnelle pour les personnes en quête d'un repos bien mérité.

NIGHT CLUB VERTU

N° 40 rue Arc-en-Ciel Nkombo-Matari (non loin du CNRTV) - Brazzaville

Coopération USA-Congo

UNE FORMATION POUR RÉPONDRE EN URGENCE AUX CATASTROPHES ET CRISES

Dans le cadre de la mise en place d'un dispositif de préparation et de réponses aux catastrophes, quarante professionnels de santé, médecins et infirmiers, civils et militaires, viennent de recevoir à Brazzaville, une formation en leadership du dispositif d'intervention et de soins en cas de catastrophes régionale. Ce groupe constitue désormais la force de réaction rapide, en situation de crise.

L'accident du régiment blindé le 04 mars 2012, a révélé le manque de préparation et les défaillances du système de santé de la République du Congo, face à une situation soudaine de catastrophe. En août 2012, le Congo a entrepris d'élaborer un plan de riposte aux catastrophes, couvrant la période 2012-2016. Sa mise en œuvre dépend notamment de l'expertise de ses acteurs.

C'est pour les rendre opérationnels à cette mission, que le gouvernement des Etats Unis d'Amérique (USA), a offert au ministère de la santé et de la population, ce troisième atelier de renforcement de capacité. Sa clôture a eu lieu le 19 juin 2015, sous la houlette du conseiller aux affaires juridiques et administratives du ministre de la santé, Benjamin Ossombo, en présence de Mme l'ambassadeur des USA au Congo, Mme Sullivan.

Deux semaines durant, les instructeurs militaires américains de l'Institut de défense pour les opérations médicales dont la directrice est Mme Paul Kagiri, colonel de son état, ont transmis à ces hommes en blouse, de nouvelles connaissances, de nouveaux gestes et reflexes, de nouveaux schémas du dispositif d'organisation des soins. Les deux cours de la session ont porté l'un sur « le leader du dispositif d'intervention en cas de catastrophe régionale et gestion du traumatisme » et l'autre, sur « le dispositif d'intervention des soins de première nécessité en cas d'événement emportant plusieurs victimes ».

Comme l'a relevé Mme l'ambassadeur des USA au Congo, l'engagement de son pays à soutenir le renforcement des capacités, de tous les acteurs des premières lignes des services d'intervention d'urgence s'explique par le fait que les situations d'urgence traversent les frontières et ne constituent plus aucune barrière. « *Les épidémies comme Ebola, les catastrophes naturelles, les attentats terroristes font que nous comptions les uns sur les autres* ».

Pour prouver l'importance de la formation et de la préparation dans la réponse aux catastrophes et crises, la diplomate américaine a évoqué deux situations que son pays a connues : le très contagieux virus de la grippe aviaire, une crise qui menaçait le système de santé mondial, face auquel les médecins et infirmiers ont pu vacciner 80 millions d'américains pour réduire les taux de contamination à travers le pays; les soins d'urgence apportés par les personnels de la santé, aux 17.000 américains évacués de Haïti, suite à un tremblement de terre historique. « *J'espère que tout ce que vous avez acquis vous donne la capacité de venir en aide à vos confrères et consœurs lors d'une éventuelle crise nécessitant votre réponse urgente ; le Congo et la sous région pourront compter sur votre expérience et expertise* », a conclu Mme l'ambassadeur des USA.

Mme l'ambassadeur des USA au Congo Mme Sullivan, à côté du conseiller Benjamin Ossombo

Le représentant du ministre de la santé et de la population, Benjamin Ossombo, a exprimé la reconnaissance du gouvernement congolais au gouvernement américain, à travers Mme l'ambassadeur et l'équipe des experts instructeurs du « Défense Institute for Médical Opérations », DIMO en sigle.

Il a par ailleurs indiqué que loin d'être une fin en soi, cette formation n'est qu'une étape, dans le processus de mise en place du dispositif national de préparation et de la réponse sanitaire en cas de catastrophe. « *Le plan stratégique de riposte aux catastrophes 2012-2016 sera actualisé et une feuille de route pour la mise en place du dispositif d'intervention sera élaboré* », a-t-il annoncé.

Et le même orateur de poursuivre : « *des exercices de préparation et de réponse aux catastrophes seront également programmés, en collaboration avec les experts américains, afin de permettre de garder et entretenir les connaissances acquises et tester le dispositif*». Les bénéficiaires de la formation ont reçu un certificat à la fin.

De son côté, le directeur de l'Hôpital central des armées «Pierre Mobengo », le général Pascal Ibata a reconnu l'intérêt de cette formation, pour les médecins et infirmiers congolais, qui participeront dans les prochains jours, à la Mission de Sécurisation de la Centrafrique (MISCA), sous la supervision des Nations Unies.

Dominique Maléla

Lutte contre la pauvreté

LE PROJET « LISUNGI » ENTRE DANS SA DEUXIÈME PHASE

La première aide aux ménages identifiés « très pauvres, pauvres ou moins pauvres » après l'enquête en cours sera payée à partir du 7 juillet prochain dans le cadre de la seconde phase du projet « Lisungi ». Les 120 enquêteurs mis sur le terrain par l'Institut national des statistiques recueillent les derniers éléments préludes à la sélection définitive des bénéficiaires.

Le projet « Lisungi », aide en français est une initiative gouvernementale appuyée par les partenaires au développement. Il intègre les stratégies de lutte contre la pauvreté préconisées par les agences du Système des Nations Unies, les institutions financières internationales et autres partenaires au développement. Il consiste en la remise d'une aide aux ménages vivant dans la pauvreté, incapables de subvenir aux besoins les plus essentiels. A l'instar de la première phase, cette seconde phase est précédée par une enquête préliminaire, effectuée selon une approche participative. Elle met sur le terrain, des comités communautaires, qui recueillent les données de base. A la différence de la précédente au terme de laquelle les données ont été transmises au ministère des affaires sociales, cette-fois-ci, un consultant technique est recruté. L'Institut national des statistiques qui met sur le terrain ses équipes pour recueillir des informations auprès des ménages identifiés, selon le chef de la mission de l'Institut national des statistiques. Christophe Massamba explique qu'il fallait d'abord collecter les éléments qui alimentent la base des données des ménages pauvres. « *Le ciblage des ménages a été fait selon une approche participative. Les comités communautaires qui ont identifié les ménages et transmis les listes à l'institut national de la statistique qui a été recruté comme consultant technique du projet. Ses équipes vont enquêter dans les ménages identifiés et enregistrer les informations recueillies dans la base des données centrale, avant la sélection définitive* ».

Des enquêteurs en pleine formation

La sélection des bénéficiaires de Lisungi II se fait « *à travers un modèle mathématique élaboré par la Banque mondiale et l'Institut national des statistiques qui met en relation la dépense de consommation par tête avec les indicateurs du niveau de vie* ».

Les bénéficiaires sont classés dans la catégorie des ménages très pauvres, pauvres ou moins pauvres. L'aide est accordée en tenant compte de cette classification. C'est-à-dire qu'elle peut ne pas être identique d'un ménage à un autre. «*La prise en charge peut porter sur la scolarité des enfants par exemple. Il y a des parents dont l'état de pauvreté ne permet pas de faire face à la scolarité des enfants. S'ils ont été identifiés et sélectionnés, l'Etat pourra payer la scolarité desdits enfants. Le premier paiement au titre de la deuxième phase est exécutoire à partir du 7 juillet prochain* », indique le chef de mission de l'institut national des statistiques.

H. M.

Diocèse d'Owando

DES NOUVEAUX PRÊTRES INTÈGRENT LE PRESBYTERIUM À TCHIKAPIKA

Six nouveaux prêtres ont été ordonnés, le 28 juin 2015 à la paroisse Notre dame de Fatima de Tchikapika par Monseigneur Victor Abagna Mossa, évêque d'Owando. Il s'agit de : Atsima Ngnari Elorian, Baba Cyprien Christel, Iloki Apounou Saturnin, Mikonga Aymard Gildas, Okinga Michel et Ontsassi Dally Brunel. La cérémonie d'ordination s'est déroulée en présence de Monseigneur Urbain Gatsongo, évêque de Gamboma, des autorités politiques et des chrétiens. Ces nouveaux prêtres sont désormais « pêcheurs d'hommes » selon la terminologie consacrée, dans le diocèse d'Owando qui a juridiction sur les départements de la Cuvette et de la Cuvette-ouest.

Les évêques accomplissent le rite d'imposition de mains

Pour l'Abbé Gérard Ngomeka, curé de la paroisse de Tchikapika, « au-delà de la vie spirituelle des prêtres ordonnés qui prend une autre dimension, c'est le destin de toute la communauté catholique du diocèse d'Owando qui s'accomplit». Le culte d'ordination a rassemblé plusieurs croyants dans l'enceinte de la paroisse Notre dame de Fatima. Rappelons que la paroisse qui abrité la cérémonie est un don d'une âme pieuse de la localité.

C'est sous une pluie divine en pleine saison sèche que la cérémonie d'ordination s'est déroulée. Le service du protocole n'a rien négligé pour réussir la manifestation. Une dizaine de tentes et des milliers de chaises ont été installés pour accueillir la communauté chrétienne et les officiels invités pour la circonstance. Face à ce public, les six diacres, consacrés le 14 septembre 2014 à Etoumbi, attendaient d'être ordonnés prêtres devant les parents, amis et connaissances.

Tout commence par le mot de bienvenue du curé qui s'est réjouit du choix porté par l'évêque sur sa paroisse pour abriter ladite cérémonie. Dans son propos, il a décrit le cursus indiqué pour devenir prêtre. Selon lui, « C'est le sacrément de l'ordre qui consacre les prêtres, après un cursus comprenant deux ans de philosophie, quatre ans de théologie au terme desquels des séminaristes sont ordonnés diacres. Ils ne deviennent prêtres qu' après une année pastorale. A ce stade, on est exercé au service de la parole, de l'eucharistie, de l'eau à bénir, des messes de requiem à célébrer et à assister aux mariages. Ordonnés prêtres, les six serviteurs de Dieu peuvent désormais célébrer la messe », a expliqué l'abbé Gérard Ngomeka dans son mot de circonstance.

De son côté, l'administrateur-maire, Gabrielle Obambi a indiqué que Tchikapika a besoin des ouvriers de Dieu pour prêcher la parole, face à la montée de la perversité et de la crise. Cette dernière a exhorté les nouveaux prêtres à imprimer un parcours particulier afin de justifier leur vocation.

Soyez des bons bergers

Les diacres jugés dignes d'être ordonnés prêtres au terme d'une présentation faite par le vicaire général, avancent vers l'autel où sont placés des objets de piété et autres accessoires cultuels. Dans son homélie tirée du livre de Saint Mathieu, chapitre 13, des versets 16 à 19, Monseigneur Abagna Mossa rappelle la vie des apôtres Paul et Pierre. Ancien, au service de Jésus Christ, il s'appuie sur la parole de Dieu et son expérience personnelle pour préparer les nouveaux venus à la vie sacerdotale afin de les aider à affronter les différents obstacles qu'ils pourront rencontrer. « Le sacerdoce ne signifie pas qu'on donne la palme de la gloire. Il faut un esprit missionnaire. Il faut fixer les yeux et le cœur vers Jésus ».

Poursuivant son homélie, il a aussi expliqué qu'un prêtre n'est pas à son propre service. « Il est au service de Dieu et des hommes que Dieu veut sauver. Il doit enseigner Jésus Christ et non sa propre personne et ses propres connaissances. Il sanctifie les hommes et les invite à abandonner le péché. Soyez des bons bergers, des alter Christus c'est-à-dire d'autres Christ, et soyez des Ipsé Christus, c'est-à-dire le Christ lui-même » a-t-il conclu.

Ernest Dimi,
envoyé spécial

Les nouveaux prêtres remercient les parents

NECROLOGIE

La direction générale de la Congolaise de Gestion et de Loterie (COGELO), a le regret d'informer le personnel des directions départementales du décès de Mme Aurélie ELENGA, survenu le vendredi 12 juin 2015, à Brazzaville. Ses obsèques ont eu lieu le samedi 20 juin 2015 au cimetière privé Bouka.

La direction général de la COGELO présente ses vives condoléances à la famille durement éprouvée.

LA MUSIQUE DES DEUX RIVES DU FLEUVE CONGO EN IMMERSION

Lorsque l'on prête un tant soit peu de son attention à la qualité de la musique des deux rives du fleuve Congo, l'on est quelque part blasé de constater sa dégénérescence. Son absence d'inspiration et d'inventivité la rabaisse au grand dam des mélomanes et des observateurs internationaux. Bien évidemment, il y a quelques exceptions qui font bonne figure et tentent de maintenir cette musique à flot. Mais pour l'essentiel, dans l'échelle des comparaisons par rapport aux années 60, 70, 80 et 90, l'on hausse les épaules devant tant de médiocrité et de manque de dépassement de nos jeunes actuels artistes-musiciens.

Dans ses années d'éclosion que l'on peut situer à partir de 1960, correspondant aux indépendances, la musique congolaise à Brazzaville avec la montée des orchestres comme le Cercul jazz, le Negro band, les Bantous de la capitale etc. s'est tonifiée dans une sorte de concurrence saine entre ces différentes formations, dans les genres qui étaient les leurs.

Même tonicité à Léopoldville, actuel Kinshasa où l'African jazz du grand Kallé, l'Ok jazz de Franco, le Rock à Mambo de Nino et Essous pratiquaient une musique éducative, prolifique qui ne portait atteinte aux bonnes mœurs, baignant dans une culture ambiante de l'excellence.

Kabasélé Joseph

Cette musique moderne des deux Congo s'enchevêtrait, s'imprégnait des sonorités tirées des rythmes des terroirs locaux, mais aussi d'influences extérieures, européennes et sud-américaines, qui durant près d'une cinquantaine d'années a battu des records d'audience.

Pathé Marconi en France était le producteur attitré des œuvres de cette musique et Radio-Brazzaville, chaine française installée au Congo depuis l'époque coloniale, participait à diffuser puissamment la connaissance de ces sonorités à travers les continents.

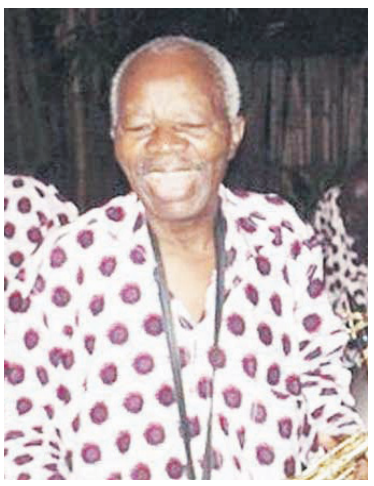
Mais le temps qui passe, avec

Luambo Makiadi Franco

Tabu Ley Rochereau

ces vogues musicales successives, contraint à des adaptations maitrisées ou non, qui submerge l'existant, s'installe durablement et l'on essaie de s'efforcer pour ne pas perdre son âme.

Aussi, lorsque la vague des jeunes générations à Kinshasa comme les Zaïko Langa-Langa, Bella-Bella, Empire Bakuba, Stukas Boys, l'orchestre Cavacha etc. montèrent au créneau, avec la naissance toute proportion gardée du même phénomène à Brazzaville, avec les Super Boboto (SBB), la dislocation des Bantous de la capitale qui engendra les



Essou Jean Serge

Nzoïs, le Peuple etc., la musique congolaise ne perdit rien de son originalité, même si des cadences plus rythmées sortir la rumba des deux Congo de son tempo classique.

Concomitamment dans les années 73, quand la danse Cavacha de l'orchestre Zaïko se hissa sur le toit de la musique congolaise avec une furia jusque là inégalée, elle ne dépersonnalisa ni l'Ok jazz, ni l'Afrisa, ni les Bantous de la capitale, ni le Mando Négro Kwala Kua qui continuèrent à exceller dans pratique de la rumba traditionnelle.

Ledit rythme Cavacha avec la danse qui y correspondait ont été très prégnants, au point de réapparaitre aujourd'hui en Afrique de l'ouest sous l'appellation de « Coupé décalé », signe de l'influence de la musique congolaise hors de ses frontières.

Mais quand vint la fin des années 90…

La nouvelle vague Wengue Musica qui pourtant débuta sa carrière sur des chapeaux de roue, finit par se scinder en deux groupes.

L'orchestre les Marquis qui suscita tant d'espoir ne mit que le temps d'une rose. Des carrières solos en résultèrent qui connaissent aujourd'hui diverses fortunes.

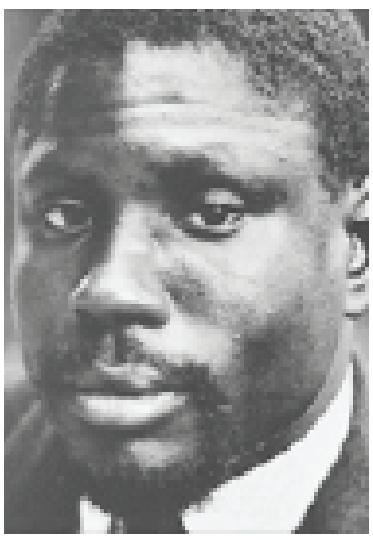
Cependant, Fally Ipupa parti de chez Koffi Olomidé, a entamé une fulgurante carrière internationale, tout comme Ferré Gola avec sa voix enivrante.

Pamelo Mounka

A Brazzaville, Extra Musica, Patrouille des stars etc. ont connu le même cheminement : dislocation, carrières solos etc.

Doudou Copa et Roga-Roga semblent avoir trouvé leur chemin, mais beaucoup estiment qu'ils devraient travailler davantage, étant donné l'existence réel de leur potentiel, trouver de bons producteurs et des arrangeurs de haut niveau, avec des spectacles bien élaborés qui propulseraient véritablement leurs carrières au plan international.

Pour le reste, c'est le déclin qui se dessine à l'horizon si l'on



Franklin Boukaka

Fally Ipupa

y prend garde. Les musiciens de haut niveau se comptent du bout des doigts. La thématique s'est effondrée, les « Atalaku » et leurs cris ont pris le dessus sur le « sèbènè » et les instruments à vent etc. Les chansons, d'une pauvreté affligeante, ne retracent plus les faits de société comme Luambo Franco et bien d'autres savaient le faire.

A Kinshasa comme à Brazzaville, la dédicace s'achetant et se vendant, citer une cinquantaine de noms dans une chanson devient une mode qui éclipse les arrangements des autres instruments.

Doudou Copa

Les albums à succès sur le marché du disque en une année sont d'une rareté sevrant les mélomanes, qui supputent sur la capacité de tel ou tel autre musicien à produire une œuvre capable de les émouvoir. C'est purement et simplement de la disette musicale.

Bref, il faut réfléchir sur la refondation de la musique congolaise, la reconquête de son leadership au niveau mondial. Les pouvoirs publics sont inter-

Roga Roga

pelés pour être à la pointe de ce combat. En RDC par exemple, il existe des écoles de musique, contrairement à Brazzaville qui en la matière accuse un déficit déplorable.

A tous ces maux, il convient d'apporter une thérapie de choc qui d'année en année, jettera les bases solides du renouveau de la musique congolaise. Espérons-le.

Roger Pao

NUMÉROS UTILES
(urgences)

Police :	06 628 87 71 05 558 46 18
C.P.Q. Poto-Poto 2:	06 895 53 02
Gendrmerie :	05 596 03 90 06 886 28 33
Sapeurs pompiers :	05 516 89 89 ou le 118
Pompes funèbres municipales (pour le ramassage des corps en dépot)	06 662 53 00 05 536 92 71
Radio Congo :	05 582 32 73
Océan du Nord :	05 521 76 78
Gare locale CFCO :	05 513 81 72

Football international

OÙ VA L'OLYMPIQUE DE MARSEILLE ?

L'olympique de Marseille est sans doute l'équipe la plus congolaise de France même si, ces derniers temps, elle souffre d'une sévère concurrence imposée par le Paris Saint Germain. Mais, comme à son habitude, l'OM traverse présentement sa crise traditionnelle de début de saison.

A la reprise, l'autre jour, il y avait la gendarmerie et aussi des pancartes où l'on pouvait lire : « la brune, casse-toi, l'OM nous appartient ». Car entre un projet à reformater et un effectif à recomposer, le président Vincent Labrune est sur des charbons ardents. Les supporters sont fâchés de le voir laisser partir les meilleurs joueurs du club à savoir André Ayew, André Pierre Gignac, Jérémie Morel, Dimitri Payet, Rod Fanni, etc. et Didier Drogba, sollicité, a répondu: « *je ne peux y aller seulement pour jouer. Je veux accompagner un projet pour gagner et le projet, Marseille n'en a pas* ». Vincent Labrune, lui, affirme: «*Sans ligue des champions, notre effectif ne peut être aussi compétitif que la saison dernière. Il y aura du talent mais il faudra le faire éclor*e ». On ne sait donc pas réellement ce que veut Labrune du moment où l'OM n'est qualifié que pour l'Europa ligue. L'équipe, c'est à l'entraîneur Marcelo Bielsa de la bâtir.

Mais il hésite, tergiverse et exige de se faire payer en dollars. Il a aussi des revendications sur la qualité de l'effectif. Le problème, c'est qu'en laissant partir certains cadres l'OM va sûrement remplir ses caisses mais l'effectif risque d'être moins compétitif. Or, à Marseille il faut gagner et gagner toujours. C'est cela qui est à l'origine de l'éternel désordre. L'ambiance est, certes, excitante mais le public est exagérément exigeant. Mais à la reprise de la présente saison, Marcelo Bielsa n'est pas à son poste. Il prend tout son temps. Et comme il n'a pas encore aposé sa signature en bas du contrat, l'OM peut être surpris au dernier moment. Or le public marseillais croit vraiment en son entraîneur, l'argentin Marcelo Bielsa.

Vincent Labrune pourra t-il tenir ?

Le football professionnel est un milieu extrêmement difficile à déchiffrer et à maîtriser. Il a aussi surtout l'art de «dévorer» ses bienfaiteurs en affichant une ingratitude souvent cynique. Car dans le milieu, seuls les résultats parlent. Ce sont eux qui font les grands présidents mais pour combien de temps ? Bernard Tapie, seul vainqueur de la coupe d'Europe des clubs champions en France, est passé par là et il en sait quelque chose. Labrune déjà croit que seule la ligue des champions peut générer suffisamment d'argent qui permette de bâtir une équipe compétitive. Mais, pour accéder à cette ligue des champions, il sied de posséder une équipe capable de lutter en France avec le Paris Saint Germain, l'Olympique lyonnais, l'As Monaco et consort. Il faut donc avoir des joueurs capables de faire l'affaire. A Marseille, le public est lui aussi un grand connaisseur. Il sait donc où se trouve le frein quand l'équipe tousse. Là, le doigt accusateur est déjà dirigé vers Vincent Labrune. L'entraînement, en ce moment, se déroule sous protecteur de la gendarmerie. Mais c'est cela aussi Marseille. Il suffit que Vincent Labrune s'offre un gros bonhomme du circuit et il aura droit aux applaudissements et au soutien. Mais en attendant son projet est encore flou. C'est pour cela qu'il reste sous pression surtout que, dans les coulisses, on évoque d'autres départs de Marseille. Dur, dur de gérer le foot business.

Georges Engouma

Copa America

NEYMAR JUNIOR ET LUIS SUAREZ SE REPOSENT EN VUE D'ENFLAMMER TRÈS PROCHAINEMENT L'EUROPE À NOUVEAU ?

Dimanche prochain aura lieu au stade Santiago du chili la finale de la 44ème édition de la Copa America. Mais personne entre Luis Suarez (Uruguay), vainqueur de la dernière édition en Argentine, et Neymar Junior (Brésil), pas encore couronné dans cette épreuve, ne sera concerné par le bouquet final.

Plus que cinq jours et la 44è Copa America rendra définitivement son verdict. Mais on se souvient que la précédente édition avait pris fin le 24 juillet 2011 à Buenos-Aires (Argentine) sur une victoire nette de l'Uruguay (3-0) sur le Paraguay. Le premier but de cette finale étant l'œuvre de Luis Suarez dès la onzième minute.

Cette année-là Luis Suarez avait terminé deuxième meilleur buteur de la compétition (4 buts) derrière le péruvien Guerrero (5 buts). Mais, c'était connu depuis juillet 2014, Luis Suarez ne pouvait pas prendre part à la 44ème copa America. Non pas parce qu'il avait été suspendu quatre mois de toutes compétitions pour récidivisme mais aussi et surtout parce qu'il avait écopé de neuf matches de suspension à la suite de son geste cannibale sur l'épaule de l'italien Chellini lors de la coupe du monde 2014 au Brésil.

Depuis, Luis Suarez manque à son équipe nationale. A ce jour, il n'a soldé que cinq rencontres à savoir le huitième de finale contre la Colombie en coupe du monde, les rencontres Uruguay-Jamaïque, Argentine-Uruguay et Uruguay-Paraguay comptant pour le premier tour de la copa America ainsi que le quart de finale Chili-Uruguay de mercredi dernier toujours en Copa America. L'Uruguay étant éliminé à ce stade par le pays organisateur, Luis Suarez va devoir faire une croix sur les quatre premières rencontres des éliminatoires de la coupe du monde 2018. L'avantage pour Luis Suarez c'est qu'il peut se reposer après avoir remporté la coupe du roi, la liga et la ligue européenne des champions avec le Fc Barcelone. Depuis le 6 juin dernier, date de la finale de la plus prestigieuse compétition inter-clubs en Europe, « El pistolero » est comme sur un nuage. Car il vient de passer une saison entière en Espagne sans poser le moindre acte répréhensible. Ce qui semble prouver que Suarez est à son aise au Barça et qu'il sera là pour longtemps.

Neymar Junior a quitté la copa America

Le trio M-N-S (Messi-Neymar-Suarez) a fait des ravages en Europe pendant la présente saison. Voilà pourquoi on s'attendait à une copa America houleuse avec un certain Argentine-Brésil demi-finales. Car Argentine et brésil, depuis la nuit des temps, entretiennent une rivalité acharnée. Mais si Lionel Messi a répondu présent au rendez-vous, Neymar lui a quitté précipitamment le Chili pour retourner au Brésil. Il va donc prendre tout son temps pour se reposer et aussi pour préparer sa défense dans un procès où son père et lui sont poursuivis pour escroquerie. Mais c'est cette affaire-là qui a dû contribuer à déstabiliser sérieusement le prodige brésilien. Le brésil est vainqueur quatre fois des dix dernières éditions en 1989, 1997, 2004 et 2007. Neymar Junior, champion toutes catégories cette année avec le FC Barcelone, entendait faire réaliser avec le Brésil la passe de quatre. Il en avait pourtant les possibilités dans la mesure où il a non seulement grandi mais aussi mûri.

Mais cette histoire d'escroquerie l'a perturbé et il a craqué. Ce ne sont pas les colombiens qui l'ont provoqué mais c'est lui qui n'a pas su digérer la défaite. On l'a vu, au coup de sifflet final, décocher un tir fumant visant et atteignant un joueur colombien. Et comme si cela ne suffisait pas, on l'a également vu tenter d'atteindre le colombien Mourilo de la tête.

Alors, la star brésilienne n'était plus la victime. C'est bien Neymar Junior qui était champion de la violence. Comment Neymar Junior, d'habitude victime et sans réaction, a pu se permettre de tels actes antisportifs ? C'est cela qui a non seulement surpris mais aussi laisser penser que Neymar a été sérieusement ébranlé par l'accusation d'escroquerie dont il fait l'objet avec son père. Alors, même en vacances, il n'aura plus que des nuits agitées. Cependant, comme sociétaire d'un club de la trempe du FC Barcelone, on doute fort que les conséquences soient cataclysmiques. Sandro Rosell, le président démissionne du FC Barcelone suite à cette affaire de transfert de Neymar du FC Santos au Barça, n'est toujours pas en prison. C'est sans doute l'argent qui circule et, très bientôt, l'affaire sera peut-être classée car Sandro Rosell est une figure marquante des réseaux mafieux du football. Son nom circule même dans la nébuleuse histoire de l'attribution de la coupe du monde 2022 au Qatar. En attendant, Neymar Junior et son père vont passer des moments particulièrement éprouvants. Entre-temps, la 44ème copa America poursuit son petit bonhomme au Chili. Le Chili justement a été le premier pays a avoir accédé au dernier carré en dominant le tenant du titre, l'Uruguay, par 1 à 0.

Le Pérou, l'Argentine et le Paraguay se sont eux aussi qualifiés pour les démi finales aux dépens de la Bolivie, de la Colombie et du Brésil.

Nathan Tsongou

Quarts de finale de la Coupe du Congo de football

ÇA SENT MAUVAIS

Lentement mais sûrement la Coupe du Congo poursuit son petit bonhomme de chemin. Mercredi dernier, au siège de la Fédération congolaise de football, il a été procédé au tirage au sort des quarts de finale. Des quarts de finale dont une seule rencontre, JSP-Etoile du Congo, a pu avoir lieu hier dimanche dans le cadre de la manche-aller. Les trois autres étant finalement réportees au mercredi 1er juillet 2015. Mais les équipes signataires de la pétition qui bloque le championnat national ligue 1 sont en grand danger.

Prévu pour le dimanche 28 juin 2015 au stade Denis Sassou N'Guesso de Dolisie, le quart de finale aller opposant Jeunes Fauves du Niari à Ac Léopards a été reporté au mercredi 1er juillet 2015. L'équipe d'Ac Léopards étant accaparée par la réception samedi 27 juin derner d'Orlando Pirates d'Afrique du Sud dans le cadre de la première journée du championnat tenant lieu des quarts de finale de la Coupe de la Caf. Il en est de même pour les rencontres St Michel - Diables Noirs et Fc Kondzo - As Cheminots pour cause de complément d'enquêtes. St Michel et As Cheminots auraient utilisé des joueurs irréguliers en huitième de finales. A ce jour, seul le résultat de JSP - Etoile du Congo est connu. Cependant, il a été planifié un énorme complot contre les équipes ayant signé la pétition qui bloque actuellement la reprise du championnat national ligue 1. Si aujourd'hui le président Théodore Ikemo de la Jeunesse Sportive de Talangaï ne se doute de rien, c'est tout simplement parce que le jeune arbitre, chargé d'officier son match de huitième de finale, a refusé catégoriquement d'obéir aux ordres. Car la mission lui était confiée, comme à celui de l'autre match de Brazzaville, de faire tomber les « rebelles ». Saint Michel, Etoile du Congo, Ac Cheminots et Cara ont dû, sur le terrain, sentir le poids du bras punitif.

Evidemment, une telle démarche de la part des « rancuniers » était à redouter et l'élimination des signataires de la pétition semble plutôt programmée. L'Etoile du Congo, surtout elle, a le malheur d'avoir défié la Fédération congolaise de football auprès du tribunal arbitral du sport et d'avoir relancé la revendication sur la subvention accordée aux clubs par l'Etat. Elle l'a échappé belle à Pointe-Noire devant V. Club il n'y a que ses dirigeants qui savent comment et pourquoi. Mais ce triste jeu de coulisses montre à quel point se situe la gestion du football de l'élite. C'est encore un problème d'éthique qui expose notre football aux rémontrances des structures les plus élevées dans la hiérarchie.

Finale déjà programmée?

Le weekend prochain auront lieu les quarts de finale-retour. C'est alors qu'interviendra la notion de règlement de comptes selon le bon vouloir des décideurs. Dans l'espace foot au Congo, vendre et acheter sont plus que jamais à la mode. Il est cependant, étonnant de voir les uns et les autres se plaindre de la baisse du niveau du moment où les antivaleurs ont fait main basse sur le football d'élite. Aussi, on s'achemine tout logiquement vers une énième finale Diables-Noirs – Ac Léopards. C'est le coup parfait.

Mise en scène idéale. Toutefois, les arbitres vont devoir sortir le grand jeu quitte à générer des situations comme ils en ont l'habitude. Tout cela à cause de certains dirigeants de la Fédération congolaise de football qui ont pris en otage une structure dont la mission primordiale est pourtant, de promouvoir et développer le football national. C'est à croire que plus rien ne va désormais dans ce foot congolais où il y a une guerre acharnée pour le leadership, où l'on se bat corps et âme pour asseoir la dictature, où l'on s'efforce de créer les conditions pour succession programmée, etc. Voilà pourquoi au fil des jours, ce football perd de sa crédibilité et les résultats sont jugés sur une balance truquée. Tous les opérateurs sportifs journalistes compris en sont coupables. L'affaire du « manioc » est devenue un phénomène social de trop grandes proportions. Prendre position ou critiquer est synonyme de « dormir affamé» alors que les temps sont durs. Pauvre football !

G.E.

Diables-Rouges football

QUE CACHE LE COMPORTEMENT DE CLAUDE LEROY ?

Le 14 juin dernier à Owando les Diables-Rouges ont été tenus en échec par les Harambee Stars du Kenya (1-1). Mais au terme de cette rencontre, il s'est passé pas mal de choses.

Cela ne fait que nous renforcer dans notre conviction. Il s'est passé sûrement des choses tellement désagréables en Guinée Equatoriale que le ressort s'est cassé. Désormais, les violons sont ouvertement en désaccord et le bateau Diables-Rouges est en train de chavirer. Claude Leroy, l'entraîneur, est sans aucun doute au cœur de la panique intérieure qui s'installe dans notre équipe nationale. Tout commence par les absences toujours inexpliquées à ce jour de Delvin Ndinga, Tsievi Bifouma, Francis Ngagna, Francis Litsingui, Ladislas Douniama, Marvin Baudry, Bouka-Mountou et Malonga-Ntsayi. Claude Leroy, pour compenser toutes ces absences, se permet de faire appel à des joueurs qui, pour certains, n'ont que très peu de temps de jeu comme Fodé Doré, Dominique Malonga, Sita-Milandou,…etc.

Attitude vite soupçonnée par bon nombre d'observateurs qui pensent que l'entraîneur, rongé par le poids de l'âge, ferait plutôt partie d'un réseau mafieux destiné à placer des jeunes africains dans des équipes en Europe. Alors, il faut à tout prix leur donner des chances. Une autre opinion croit plutôt que le technicien français recherche l'incident pour sen aller plus tranquillement et aussi, peut-être, pour profiter de la naïveté des dirigeants congolais comme cela a été le cas avec Christian Letard ou Noël Tosi.

L'analyse d'après-match d'Henri Zoniaba a tendance à aller dans ce sens. Car celui-ci relève les

énormes insuffisances affichées par Claude Leroy avec des remplacements inopinés, des options de jeu inappropriées et une lecture catastrophique de la situation.

Chaud, très chaud dans les vestiaires

Les images des cameras sont nettes. Isaac Ngata, l'entraîneur adjoint des Diables-Rouges, et Claude Leroy ont failli en venir aux mains. Il y a eu une très chaude ambiance où joueurs, journalistes et dirigeants ont dû intervenir pour éviter la rixe entre les deux entraîneurs. Le Congolais n'acceptant pas l'attitude combien arrogante du français qu'il a plutôt pris pour un traitre. Et le français de verser dans l'injure de façon carrément blessante pour le Congo. Mais avant cela c'est Fabrice Nguessi-Ondama qui était venu demander le pourquoi de son remplacement à son entraîneur qui n'a digéré d'avoir des comptes à rendre. Voilà donc un climat totalement détestable qui s'installe au sein et autour des Diables-Rouges. Le Congo avait besoin d'un entraîneur de renom pour abandonner l'a- peu près, le cafouillage et les improvisations afin de faire que les choses se fassent désormais de manière professionnelle en vue de grimper dans la hiérarchie. Mais déjà entre Claude Leroy et la fédération congolaise de football, il est vite apparu des points de discorde. Il s'agirait d'une affaire d'argent. Le technicien français et sa hiérarchie n'avaient plus de relations saines et après la CAN 2015 en Guinée Equatoriale, Claude Leroy n'a pas arrêté d'envoyer des « piques » à la fédération congolaise de football. Mais, nous l'avons dit et redit, la situation a été empirée par la démission affichée par les dirigeants après la CAN 2015. Car après un tel événement, il était absolument nécessaire de tirer les leçons.

Tous les opérateurs concernés avaient interêt à s'asseoir autour d'une table pour dégager les manquements et les points positifs de l'opération. Il est certain que cela allait aboutir à détendre le climat même si, à l'occasion, certaines révélations fâcheuses allaient être faites. Or là, la rumeur met sur le dos de Delvin Ndinga quelques propos qui sont de nature à démontrer l'incompétence de Claude Leroy. Cela concernerait ses choix d'hommes et ses options de jeu. Or dans une réunion bilan, toutes ces choses auraient pu être tirées au clair. En ce moment Delvin Ndinga ne se sentirait pas concerné dans le débat relatif au poste de capitaine des Diables-Rouges. Alors, c'est sûr, la crise couve au sein des Diables-Rouges. C'est aux dirigeants de prendre rapidement l'initiative afin de remettre le train sur les rails. Il s'agit de laver le linge sale en famille et de faire la paix des braves. Il y a nécessité de ramener l'harmonie dans le groupe avant le prochain match. Car ce qui se passe ne fait que confirmer que les Diables-Rouges ont été effectivement brisés dans leur élan.

Nathan Tsongou

LE PATRIOTE
Siège: 106 bis, Rue Ewo - Ouenzé
N° MAT. 053/MCRP/DGA/DPE DU 25 MARS 2010

Directeur Général
Patrick YANDZA

Directeur de la Publication
Guy MOUKOZA

Secrétaire Général de Rédaction
Bertin EKANI

Rewriter
Aimé Raymond NZANGO

Equipe rédactionnelle
Laurent LEPOSSI, Dieudonné BEKAS, Georges ENGOUMA, Jules Débel, Gulit NGOU, Roger PAO, Dominique MALELA, Ernest OTSOUANGA

Relationniste
Anderson de MBALOÉ,

Mise en pages
YENGO MALANDA

Impression
Les Dépêches de Brazzaville